

**LA PRÉSENTE VERSION FRANÇAISE N'EST PAS LA VERSION OFFICIELLE DE CETTE ENTENTE DE RÈGLEMENT. LA VERSION ANGLAISE EST LA VERSION OFFICIELLE.**

**ENTENTE DE RÈGLEMENT NATIONALE RELATIVE  
AUX ACTIONS COLLECTIVES CONCERNANT  
INVOKANA**

<p><b>SUCCESSION DE RAYMOND DUCK</b></p> <p><b>Demandeur</b></p> <p><b>- et -</b></p> <p><b>JANSSEN INC., JANSSEN PHARMACEUTICALS INC., JOHNSON &amp; JOHNSON et JOHNSON &amp; JOHNSON INC.</b></p> <p><b>Défenderesses</b></p>	<p><b>PROVINCE DE L'ONTARIO</b> <b>Cour supérieure de justice de l'Ontario</b> <b>Dossier de Cour no. CV-18-00000570-00CP</b></p>
<p><b>STEVEN VARNAI &amp; JOANNE GIROUX</b></p> <p><b>Demandeurs</b></p> <p><b>c.</b></p> <p><b>JANSSEN INC., JANSSEN PHARMACEUTICALS INC., JOHNSON &amp; JOHNSON et JOHNSON &amp; JOHNSON INC.</b></p> <p><b>Défenderesses</b></p>	<p><b>PROVINCE DE QUÉBEC</b> <b>Cour supérieure du Québec</b> <b>District de Montréal</b> <b>(Actions collectives)</b> <b>Dossier de Cour no. 500-06-000906-186</b></p>
<p><b>RONALD ALLEN FIDDLER</b></p> <p><b>Demandeur</b></p> <p><b>- et -</b></p> <p><b>JANSSEN INC., JANSSEN PHARMACEUTICALS INC., JANSSEN ORTHO LLC, JOHNSON &amp; JOHNSON et JOHNSON &amp; JOHNSON INC.,</b></p> <p><b>Défenderesses</b></p>	<p><b>PROVINCE DE LA SASKATCHEWAN</b> <b>Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan</b> <b>Centre judiciaire de Regina</b> <b>QBG 2809/2015</b></p>

## **TABLE DES MATIÈRES**

PRÉAMBULE & CONSIDÉRANT .....	1
SECTION 1 - DÉFINITIONS .....	3
SECTION 2 – APPROBATION DU RÈGLEMENT .....	12
2.1 Meilleur efforts .....	12
2.2 Demande en autorisation et approbation des avis aux membres .....	12
2.3 Demande d'approbation de l'Entente de Règlement .....	12
2.4 Demande en rejet .....	13
2.5 Objections .....	13
2.6 Confidentialité avant la demande .....	14
2.7 Entrée en vigueur de l'Entente de Règlement.....	14
SECTION 3 – AVIS AUX GROUPES .....	14
3.1 Les avis aux membres .....	14
3.2 Avis de résiliation .....	15
3.3 Coopération .....	15
SECTION 4 – AVANTAGE DU RÈGLEMENT .....	15
4.1 Paiement du montant du règlement .....	15
4.2 Taxes et intérêts .....	16
4.3 Protocole d'indemnisation.....	17
4.4 Réclamations et Réclamants .....	17
4.5 Distribution <i>cy près</i> .....	17
4.6 Distribution du montant du règlement .....	18
SECTION 5 - RÉSILIATION .....	19
5.1 Général .....	19
5.2 Effet de la résiliation .....	20
5.3 Survie .....	21
5.4 Comptabilité .....	21
5.5 Jugements de résiliation.....	21
SECTION 6 – DISPOSITIONS RELATIVES AU DROIT D'EXCLUSION .....	22
6.1 Exclusion.....	
6.2 Rapport d'exclusion .....	22
6.3 Droits des Défenderesses réservés .....	22
SECTION 7 - EFFETS DU RÈGLEMENT .....	23
7.1 Sans admission de responsabilité .....	23

**LA PRÉSENTE VERSION FRANÇAISE N'EST PAS LA VERSION OFFICIELLE DE CETTE  
ENTENTE. LA VERSION ANGLAISE EST LA VERSION OFFICIELLE.**

7.2 L'Entente de Règlement ne constitue pas une preuve .....	23
7.3 Aucun autre recours .....	23
SECTION 8 – QUITTANCES ET LIBÉRATIONS .....	24
8.1 Remède exclusif .....	24
8.2 Demandes de contribution ou d'indemnisation de tiers .....	24
SECTION 9 - DÉPÔT DE RÉCLAMATIONS .....	25
SECTION 10 - DÉFENSE DE PRESCRIPTION .....	25
SECTION 11 – MODIFICATIONS À L'ENTENTE DE RÈGLEMENT .....	26
SECTION 12 – HONORAIRES ET DÉBOURSÉS.....	26
12.1 Approbation des honoraires .....	26
SECTION 13 – ADMINISTRATEUR DES RÉCLAMATIONS .....	26
13.1 Nomination de l'administrateur des réclamations .....	26
13.2 Lignes directrices d'investissement .....	27
13.3 Obligations de confidentialité .....	27
SECTION 14 – DISPOSITIONS DIVERSES .....	27
14.1 Entente de Règlement négociée .....	27
14.2 Règlement intégral .....	28
14.3 Contreparties .....	28
14.4 Avis aux Membres du Groupe .....	28
14.5 Loi d'application .....	28
14.6 Monnaie .....	28
14.7 Dates .....	29
14.8 Avis aux Parties .....	29
14.9 Traduction en français .....	30
14.10 Clause concernant l'anglais .....	30
14.11 Demande de directives.....	30
14.12 Reconnaissances .....	30
14.13 Communications concernant le Règlement .....	31
14.14 Signatures autorisées .....	31
14.15 Date d'entrée en vigueur.....	31
ANNEXE « A » : JUGEMENTS D'AUTORISATION ET D'APPROBATION DES AVIS AUX MEMBRES .....	33
ANNEXE « B » : AVIS D'AUDIENCE EN VERSIONS ABRÉGÉE ET DÉTAILLÉE ET COMMUNIQUÉ DE PRESSE .....	47
ANNEXE « C » : PLAN DE DIFFUSION .....	56

**LA PRÉSENTE VERSION FRANÇAISE N'EST PAS LA VERSION OFFICIELLE DE CETTE ENTENTE. LA VERSION ANGLAISE EST LA VERSION OFFICIELLE.**

ANNEXE « D » : FORMULAIRE D'EXCLUSION .....	58
ANNEXE « E » : JUGEMENTS D'APPROBATION DU RÈGLEMENT .....	59
ANNEXE « F » : AVIS D'APPROBATION DU RÈGLEMENT EN VERSIONS ABRÉGÉE ET DÉTAILLÉE ET COMMUNIQUÉ DE PRESSE .....	71
ANNEXE « G » : LISTE DES ASSUREURS DE SOINS DE SANTÉ PROVINCIAUX .....	77
ANNEXE « H » : CONSENTEMENT ET QUITTANCE DES ASSUREURS DE SOINS DE SANTÉ PROVINCIAUX .....	79

## **PRÉAMBULE & CONSIDÉRANT**

A. ATTENDU QUE, sauf indication contraire ou requis par le contexte, les termes en majuscules dans ce préambule ont le sens qui leur est attribué à la section 1 de la présente Entente de Règlement ci-dessous;

B. ATTENDU QUE, dans le cadre du recours de la Saskatchewan, du recours de l'Ontario et du recours du Québec que les Défenderesses ont omis de mettre en garde contre les risques de développer certains effets secondaires et blessures, y compris l'acidocétose, l'insuffisance rénale aiguë et la perte de membres, que les Défenderesses ont été négligentes dans la conception, le développement, les essais et la commercialisation des Produits Invokana, que les Défenderesses ont enfreint la législation applicable en matière de protection du consommateur et le *Code civil du Québec* et que les Produits Invokana n'auraient pas dû être commercialisés au Canada, allégations que les Défenderesses nient;

C. ATTENDU QUE les Autres actions collectives ont été déposées devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario et qu'elles portent sur le même sujet que les recours de la Saskatchewan, de l'Ontario et du Québec;

D. ATTENDU QUE les parties ont l'intention, par la présente Entente de Règlement, de régler toutes les réclamations pour dommages prétendument attribuables de quelque façon que ce soit à l'utilisation du ou des Produits Invokana par (a) toutes les personnes résidant au Canada à qui on a prescrit le ou les Produits Invokana à tout moment à la date ou avant la date des jugements d'autorisation; (b) toutes les personnes résidant au Canada qui, en vertu d'une relation personnelle avec une ou plusieurs des personnes décrites en (a), ont des réclamations en dommages et intérêts en vertu de la common law ou d'autres lois statutaires; et (c) toutes les réclamations des Assureurs de soins de santé provinciaux à l'égard des Réclamants qui Règlent;

E. ATTENDU QUE les Parties ont mené les négociations de règlement de bonne foi et de façon indépendante pour en arriver à la présente résolution;

F. ATTENDU QUE les Défenderesses n'admettent pas, par la signature de la présente Entente de Règlement ou autrement, toute allégation de conduite illégale ou pouvant donner lieu aux Recours ou autrement, et nient toutes ces allégations;

G. ATTENDU QUE les Demandeurs, les Avocats du Groupe et les Défenderesses conviennent que ni cette Entente de Règlement ni aucune déclaration faite lors de sa négociation ne sera considérée ou interprétée comme une admission ou une preuve contre les Parties Quittancées ou comme une preuve du bien-fondé des allégations des Demandeurs contre les Parties Quittancées, lesquelles allégations sont expressément niées par les Défenderesses;

H. ATTENDU QUE, les Demandeurs et les Avocats du Groupe ont conclu que la présente Entente de Règlement est juste, raisonnable et dans le meilleur intérêt des Membres du Groupe sur la base d'une analyse des faits et du droit applicable, en tenant compte des lourdes charges et dépenses associées aux Recours, y compris les risques et les incertitudes associées aux procès et aux appels, ainsi que la méthode juste, rentable et assurée prévue dans la présente Entente de Règlement pour régler les réclamations des Membres du Groupe ;

I. ATTENDU QUE, les Défenderesses ont également conclu que la présente Entente de

Règlement est souhaitable afin d'éviter le temps, les risques et les dépenses associés à la défense de Recours multiples et prolongés, et de régler définitivement et complètement les réclamations en cours et potentielles des Membres du Groupe;

J. ATTENDU QUE, les Parties entendent, par la présente Entente de Règlement, régler définitivement, sur une base nationale, sans aucune admission de responsabilité, les Recours et les réclamations présentes et futures des Membres du Groupe concernant de quelque manière que ce soit leur utilisation antérieure du ou des Produit(s) Invokana, et de mettre fin aux Autres Procédures;

K. ATTENDU QUE les Parties devront obtenir des Jugements d'approbation du règlement des Tribunaux;

L. ATTENDU QUE les Assureurs de soins de santé provinciaux ont confirmé ou confirmeront qu'ils consentent et approuvent le règlement prévu à l' Entente de Règlement et qu'ils ne s'opposeront pas à l'approbation de l' Entente de Règlement et qu'ils accepteront un paiement, tel que prévu dans le Protocole d'indemnisation, en satisfaction de tous les droits de recouvrement qu'ils peuvent avoir, que ce soit par subrogation ou par recours indépendant, concernant l'utilisation par les Réclamants qui Règlement de(s) Produit(s) Invokana;

M. ATTENDU QUE les Parties demanderont à la Cour supérieure de justice de l'Ontario de rendre un Jugement en rejet et que le présent règlement est subordonné à ce que ce jugement soit rendu;

N. PAR CONSÉQUENT, sous réserve que les Jugements d'approbation du règlement et le Jugement en rejet soient rendus, la présente Entente de Règlement concrétise les termes du règlement des réclamations des Membres du Groupe et des Assureurs de soins de santé provinciaux.

## SECTION 1 - DÉFINITIONS

À moins qu'une section particulière de la présente Entente de Règlement ne prévoit explicitement une autre interprétation, les termes suivants, tels qu'utilisés dans la présente Entente de Règlement et ses annexes, auront la signification indiquée ci-dessous. Les termes utilisés au singulier sont réputés inclure le pluriel, et vice versa, le cas échéant. Les pronoms féminins et les références féminines sont réputés inclure le masculin, et vice versa, le cas échéant.

- (a) « **Audience d'approbation** » désigne l'audience de la demande en approbation de l'Entente de Règlement.
- (b) « **Jugements d'autorisation et d'approbation des avis aux membres** » désigne les jugements des tribunaux certifiant les recours de l'Ontario et de la Saskatchewan et autorisant le recours du Québec et approuvant l'avis d'audience et le plan de diffusion, dans une forme convenue par les parties, ci-joints comme Annexe « A » ;
- (c) « **Date limite de réclamation** » signifie cent vingt (120) jours après le premier jour de publication de l'Avis d'approbation du règlement;
- (d) « **Frais d'administration des réclamations** » désigne tous les coûts, autres que les Honoraires des Avocats du Groupe, requis pour mettre en œuvre la présente Entente de Règlement, y compris, sans s'y limiter, les coûts requis pour satisfaire aux dispositions concernant les avis aux membres;
- (e) « **Administrateur des réclamations** » désigne la firme proposée par les Avocats du Groupe et nommée par les Tribunaux pour administrer le Montant du règlement conformément aux dispositions de la présente Entente de Règlement et du Protocole d'indemnisation, ainsi que tout employé de cette société;
- (f) « **Groupes** » désigne le groupe de l'Ontario, le groupe de la Saskatchewan et le groupe du Québec;
- (g) « **Frais juridiques des Avocats du Groupe** » désigne tous les frais juridiques, déboursés et taxes applicables à l'égard de tous les services juridiques fournis par les Avocats du Groupe ou tout autre cabinet d'avocats au bénéfice des Groupes mais n'inclut pas les honoraires pour les services juridiques au profit des Réclamants qui règlement (qui sont payables par le Réclamant qui règle);
- (h) « **Avocats du Groupe** » désigne Merchant Law Group, Siskinds LLP et Siskinds Desmeules, Avocats ;
- (i) « **Membre du Groupe** » désigne un membre de l'un des groupes de l'Ontario, de la Saskatchewan et du Québec, mais, pour plus de certitude, n'inclut aucun Assureur de soins de santé provincial ou une personne qui s'est exclue. « **Membres du Groupe** » désigne les membres de ces trois catégories, avec les mêmes exceptions;
- (j) « **Protocole d'indemnisation** » désigne le plan approuvé par les tribunaux pour

l'administration de la présente Entente de Règlement et la distribution du Montant du règlement aux Membres du Groupe;

- (k) « **Tribunaux** » désigne la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan, la Cour supérieure de justice de l'Ontario et la Cour supérieure du Québec;
- (l) « **Les Avocats des Défenderesses** » désigne le cabinet Blake, Cassels & Graydon LLP ;
- (m) « **Défenderesses** » désigne Janssen Inc., Janssen Pharmaceuticals, Inc., Janssen Ortho LLC, Johnson & Johnson et Johnson & Johnson Inc.;
- (n) « **Jugement en rejet** » désigne le jugement de la Cour supérieure de justice de l'Ontario rejetant les autres actions collectives sans frais contre les Demandeurs ou les Défenderesses, et subsidiairement, rejetant le recours Joudry et convertissant le recours Rosevear en un recours individuel si le représentant désigné choisit de s'exclure du groupe applicable;
- (o) « **Date d'entrée en vigueur** » désigne la date à laquelle tous les éléments suivants se sont produits : (i) chaque Assureur de soins de santé provincial a fourni tous les consentements ou approbations requis par la Loi et a signé une quittance; (ii) des copies de toutes les quittances des Assureurs de soins de santé provinciaux ont été fournies aux Avocats des Défenderesses; (iii) les Jugements d'approbation du règlement et le Jugement en rejet sont devenus finaux; et (iv) l'Entente de Règlement n'a pas été et ne peut plus être résiliée en vertu de l'article 5;
- (p) « **Jugement final** » désigne tout jugement envisagé par la présente Entente de Règlement qui ne peut faire l'objet d'un appel, à l'égard duquel tout droit d'appel a expiré sans qu'il n'y ait eu de procédures en appel entreprises, ou qu'un appel soit proposé, tel que la remise d'un avis d'appel ou d'une demande d'autorisation d'appel, ou, en ce qui concerne tout jugement faisant l'objet d'un appel, que cet appel et tout appel subséquent soient rejetés;
- (q) « **Plan de diffusion** » désigne la méthode par laquelle l'Avis d'audience est diffusé, dans une forme convenant aux parties et approuvée par les Tribunaux;
- (r) « **Avis d'audience** » désigne l'avis (en version détaillée, abrégée et le communiqué de presse) approuvé par les Tribunaux, essentiellement sous la forme de l'Annexe « B », en anglais et en français, qui avise les Membres du Groupe de la certification du recours de la Saskatchewan et du recours de l'Ontario et autorisation le recours du Québec (aux fins de règlement uniquement), le processus d'exclusion et les audiences pour approuver le règlement prévu dans cette Entente de Règlement;
- (s) « **Produit(s) Invokana** » désigne(nt) Invokana, Invokamet, et/ou Invokamet XL;
- (t) « **Produit net du règlement** » désigne le Montant du règlement moins les montants payables au titre des Frais d'administration des réclamations, des Honoraires des Avocats du Groupe et de tout autre coût associé à l'administration des réclamations et à l'avis d'audience d'approbation du règlement et, lorsque le règlement est approuvé, l'avis d'approbation du règlement;



- (u) « **Dépenses non remboursables** » désigne les coûts de publication et de distribution de l’Avis d’audience y compris les honoraires professionnels associés (mais excluant expressément les Honoraires des Avocats du Groupe), et tous les Frais d’administration des réclamations engagés avant toute résiliation de la présente Entente de Règlement en vertu de l’article 5, limités à un maximum de 50 000 \$ en vertu de l’article 3.2(2);
- (v) « **Groupe de l’Ontario** » désigne :
  - (i) Toutes les personnes résidant au Canada (au moment de l’ordonnance de certification), à l’exception des Membres du Groupe de la Saskatchewan et des Membres du Groupe du Québec, qui se sont fait prescrire et ont utilisé Invokana, Invokamet, et/ou Invokamet XR au Canada à tout moment à la date ou avant la date du jugement de certification; et
  - (ii) Toutes les personnes, à l’exception des Membres du Groupe de la Saskatchewan et des Membres du Groupe du Québec, qui, en vertu d’une relation personnelle avec l’un des personnes décrites au point (i) ci-dessus, ont des réclamations pour des dommages et intérêts en vertu de la *common law* ou d’autres lois statutaires;
- (w) « **Tribunal de l’Ontario** » désigne la Cour supérieure de justice de l’Ontario;
- (x) « **Recours de l’Ontario** » désigne *Raymond Duck c. Janssen Inc., Janssen Pharmaceuticals, Inc., Johnson & Johnson et Johnson & Johnson Inc.*, dossier de Cour no. CV- 18-00000570-00CP;
- (y) « **Délai d’exclusion** » signifie la date soixante (60) jours après la date à laquelle l’Avis d’audience est publié pour la première fois, ou toute autre date convenue par les Parties et approuvée par les Tribunaux;
- (z) « **Formulaire d’exclusion** » désigne le formulaire de demande d’exclusion des Groupes, substantiellement sous la forme de l’Annexe « D »;
- (aa) « **Seuil d’exclusion** » désigne le seuil convenu par les Demandeurs et les Défenderesses, transmis aux Tribunaux sous scellé et gardé confidentiel par les Demandeurs, les Défenderesses et les Tribunaux;
- (bb) « **Exclusion** » désigne une personne qui aurait été un Membre du Groupe si elle n’avait pas déposé une demande d’exclusion valide et en temps voulu conformément aux procédures d’exclusion énoncées dans les Jugements d’autorisation et d’approbation des avis;
- (cc) « **Autres recours** » désigne :
  - (i) *Amanda Evelyn Rosevear c. Janssen Inc., Janssen Pharmaceuticals, Inc., Janssen Ortho LLC et Johnson & Johnson*; recours déposé à Toronto, en Ontario sous le dossier de Cour no. CV-16-551-20100CP (« **Recours Rosevear** »); et

- (ii) *Rosalba Joudry c. Janssen Inc., Janssen Pharmaceuticals, Inc., Janssen Ortho SARL, Johnson & Johnson et Johnson & Johnson Inc.*; recours déposé à Toronto, en Ontario sous le dossier de Cour no. CV-15-536111CP (« **Recours Joudry** »);
- (dd) « **Parties** » désigne les Demandeurs et les Défenderesses;
- (ee) « **Demandeurs** » désigne les Demandeurs dans le Recours de la Saskatchewan, le Recours de l'Ontario et le Recours du Québec;
- (ff) « **Recours** » désigne le Recours de la Saskatchewan, le Recours de l'Ontario et le Recours du Québec;
- (gg) « **Quittance de l'Assureur de soins de santé provincial** » désigne la Quittance jointe comme Annexe « H »;
- (hh) « **Fonds provincial de recouvrement des soins de santé** » désigne un fonds distinct attribué aux Assureurs de soins de santé provinciaux à titre de compensation pour leurs droits de recouvrement;
- (ii) « **Droits de recouvrement des Assureurs de soins de santé provinciaux** » désigne toute autorité statutaire pour le recouvrement des coûts des services de santé ou médicaux assurés, tels que définis dans la législation habilitante de chaque juridiction et énumérés à l'Annexe « G »;
- (jj) « **Assureurs de soins de santé provinciaux** » désigne tous les ministères provinciaux et territoriaux de la santé ou équivalents, et/ou les régimes provinciaux et territoriaux finançant les services et les coûts médicaux et de soins de santé partout au Canada, comme indiqué à l'annexe « G » ;
- (kk) « **Groupe du Québec** » désigne :
  - (i) Toutes les personnes résidant au Québec (au moment de l'autorisation), à qui l'on a prescrit et qui ont utilisé Invokana®, Invokamet® et/ou Invokamet XR® au Québec à tout moment le ou avant la date d'autorisation;
  - (ii) Toutes les personnes qui, en vertu d'une relation personnelle avec une ou plusieurs des personnes décrites au point (i) ci-dessus, ont des réclamations pour des dommages et intérêts en vertu de la common law ou d'autres lois statutaires.
- (ll) « **Recours du Québec** » désigne *Steven Varnai et Joanne Giroux c. Janssen Inc., Janssen Pharmaceuticals, Inc., Janssen Ortho LLC, Johnson & Johnson et Johnson & Johnson Inc.*, dossier de Cour no. 500-06-000906-186;
- (mm) « **Réclamations quittancées** » désigne :
  - (i) Pour tous les Renonciateurs, autres que les Assureurs de soins de santé provinciaux, toutes les réclamations juridiques, équitables, administratives ou

autres de quelque nature que ce soit, quelle que soit la théorie juridique, équitable, statutaire ou autre sur laquelle elles sont fondées, y compris toutes les réclamations, actions, demandes, causes d'action, demandes reconventionnelles, obligations, contrats, indemnités, contributions, poursuites, dettes, sommes, comptes, controverses, droits, dommages-intérêts, coûts, honoraires d'avocats, frais d'administration, pertes, dépenses et toutes les responsabilités actuelles ou futures, qu'elles soient de nature collective, individuelle ou autre, y compris les réclamations directes, conditionnelles ou absolues, accumulées, échues, dérivées ou non, les coûts, les honoraires d'avocats, les frais administratifs, les pertes, les dépenses et toutes les responsabilités, quelles qu'elles soient, existantes ou à venir, qu'elles soient de nature collective, individuelle ou autre, y compris les responsabilités directes, éventuelles ou absolues, accumulées, échues, dérivées, subrogées, personnelles, cédées, découvertes, non découvertes, suspectées, non suspectées, divulguées, non divulguées, affirmées, non affirmées, connues, inconnues, inchoatives ou autres, liées de quelque manière que ce soit à toute conduite où que ce soit : 1) qui découlent directement ou indirectement du ou des Produits Invokana, qui s'y rapportent ou qui y sont liés de quelque façon que ce soit ; 2) qui ont été intentées ou auraient pu être intentées par le groupe et qui se rapportent au(x) Produit(s) Invokana; 3) concernant la création, la conception, la fabrication, les essais, la distribution, la promotion, la publicité, la vente, l'administration, la recherche, le développement, l'efficacité, l'inspection, l'investigation clinique, l'octroi de licences, l'approbation ou l'autorisation réglementaire, l'emballage, l'étiquetage, l'utilisation, le marketing, la recommandation, l'ingestion, le respect des obligations réglementaires ou les exigences de déclaration, les avertissements et les mises en garde après-vente, l'emballage, le mode d'emploi, l'état, les promesses et toute autre question découlant de, se rapportant à, résultant de ou liée de quelque manière que ce soit au(x) Produit(s) Invokana, y compris, à titre d'exemple mais sans s'y limiter, les allégations de défaut d'avertissement, de négligence dans la conception ou la fabrication et/ou l'étiquetage du(des) Produit(s) Invokana; et/ou 4) concernant toute représentation, promesse, déclaration, garantie (expresse ou implicite) ou toute garanties données ou faites par toute personne affiliée à ou représentant les parties déchargées concernant le(s) produit(s) Invokana. Sous réserve de ce qui précède, les « Réclamations quittancées » comprennent toutes les réclamations pour dommages ou recours de quelque nature ou caractère que ce soit, connues ou inconnues, qui sont maintenant reconnues ou qui peuvent être créées ou reconnues à l'avenir par une loi, un règlement, une décision judiciaire ou de toute autre manière, pour ou à l'égard de tout Produit Invokana.

- (ii) Pour les Assureurs de soins de santé provinciaux, toutes les réclamations qu'un Assureur de soins de santé provincial a déjà eues, a maintenant ou pourra avoir à l'avenir en vertu des droits de recouvrement des Assureurs de soins de santé provinciaux découlant de l'utilisation des Produits Invokana par les Membres du Groupe ou s'y rapportant de quelque façon que ce soit, qu'elles soient connues ou non, directes ou indirectes, subrogées ou autres, et se rapportant de quelque façon que ce soit à la conception, à la fabrication, à la vente, à la distribution, à l'étiquetage et/ou à l'utilisation des Produits Invokana par les

Membres du Groupe pendant la période visée par le recours, et/ou l'utilisation, du ou des Produits Invokana chez les Membres du Groupe au cours de la période visée par le recours, et incluant, sans limitation et à titre d'exemple, toutes les réclamations subrogées et/ou directes à l'égard des Membres du Groupe qui ont été ou auraient pu être présentées par ou au nom des Assureurs de soins de santé provinciaux pour le coût des soins médicaux et des traitements fournis aux Membres du Groupe, ainsi que pour le dépistage et le suivi médical, découlant des faits allégués dans les Recours.

- (nn) « **Parties quittancées** » désigne, conjointement et solidairement, individuellement et collectivement, les Défenderesses, et tous leurs actuels, futurs et anciens, directs et indirects, parents, filiales, divisions, affiliés, personnes de contrôle, partenaires généraux ou limités, assureurs, vendeurs, entrepreneurs, agents et cessionnaires, et toutes les autres personnes, partenariats ou sociétés avec lesquels les premiers ont été, et toutes les autres personnes, sociétés de personnes ou sociétés avec lesquelles les premières ont été, ou sont actuellement, affiliées ou liées, et tous leurs dirigeants, directeurs, employés, agents, actionnaires, avocats, fiduciaires, préposés et représentants respectifs passés, présents et futurs, ainsi que les prédécesseurs, successeurs, acheteurs, héritiers, exécuteurs, administrateurs de succession, ayants droit et représentants personnels (ou équivalents) de chacune des personnes susmentionnées; tous les fournisseurs de matériaux, de composants et de services utilisés dans la fabrication de tout Produit Invokana, y compris l'étiquetage, l'emballage, le marketing et la vente, les distributeurs en gros, les distributeurs de marques, les distributeurs au détail, les hôpitaux et les cliniques, ainsi que tous leurs parents, filiales, divisions, sociétés affiliées, personnes de contrôle, associés généraux ou commanditaires, assureurs, vendeurs, entrepreneurs et cessionnaires actuels, futurs et anciens, directs et indirects, et toutes les autres personnes, sociétés de personnes ou sociétés avec lesquelles les premiers ont été ou sont actuellement affiliés ou liés, ainsi que tous leurs dirigeants, directeurs, employés, agents, actionnaires, avocats, fiduciaires, serviteurs et représentants respectifs passés, présents et futurs, et les prédécesseurs, successeurs, membres de la famille ou de la communauté, et toutes les autres personnes, sociétés de personnes ou sociétés avec lesquelles les premiers ont été ou sont maintenant affiliés ou liés, et tous leurs dirigeants, directeurs, employés, agents, actionnaires, avocats, fiduciaires, préposés et représentants respectifs passés, présents et futurs, ainsi que les prédécesseurs, successeurs, acheteurs, héritiers, exécuteurs, administrateurs de succession, ayants droit et représentants personnels (ou équivalents) de chacun des précédents;
- (oo) « **Renonciateurs** » désigne, conjointement et solidairement, individuellement et collectivement, les Demandeurs et les Membres du Groupe et tous leurs représentants actuels, futurs et anciens, prédécesseurs, successeurs, héritiers, exécuteurs testamentaires, administrateurs, assureurs et ayants droit;
- (pp) « **Groupe de la Saskatchewan** » désigne :
- (i) Toutes les personnes résidant en Saskatchewan (à la date de la certification), à qui l'on a prescrit et qui ont utilisé Invokana®, Invokamet® et/ou Invokamet XR® en Saskatchewan à tout moment le ou avant la date de certification; et

- (ii) Toutes les personnes qui, en vertu d'une relation personnelle avec une ou plusieurs des personnes décrites au point (i) ci-dessus, ont des réclamations pour des dommages et intérêts en vertu de la common law ou d'autres lois statutaires.
  
- (qq) « **Recours de la Saskatchewan** » désigne *Ronald Allen Violoneux v. Janssen Inc., Janssen Pharmaceuticals, Inc., Janssen Ortho LLC, Johnson & Johnson et Johnson & Johnson Inc.*, dossier de Cour no. QBG 2809 de 2015;
  
- (rr) « **Entente de Règlement** » désigne la présente Entente de Règlement, y compris les considérants, les pièces et les annexes;
  
- (ss) « **Montant du règlement** » désigne 1 500 000 \$ CAD, incluant, sans s'y limiter, tous les intérêts, taxes, frais, honoraires des Avocats du Groupe, autres frais juridiques et Frais d'administration des réclamations ;
  
- (tt) « **Avis d'approbation du règlement** » désigne l'avis (en version détaillée, abrégée et le communiqué de presse) approuvé par les Tribunaux, substantiellement dans la forme de l'Annexe « F », en anglais et en français, qui informe les Membres du Groupe de l'approbation du règlement prévu par la présente Entente de Règlement;
  
- (uu) « **Plan de diffusion** » désigne la méthode par laquelle l'Avis d'approbation du règlement sera diffusé, sous une forme convenant aux parties et approuvée par les Tribunaux;
  
- (vv) « **Ordonnances d'approbation de règlement** » désigne les ordonnances ou jugements rendus par les tribunaux essentiellement sous la forme de l'annexe « E » ci-jointe;
  
- (ww) « **Réclamant qui règle** » (collectivement, les « Réclamants qui règlent ») désigne chaque Membre du Groupe qui dépose une réclamation conformément au Protocole d'indemnisation ;
  
- (xx) « **Compte en fiducie** » désigne un véhicule de placement garanti, un compte du marché monétaire liquide ou un titre équivalent dont la cote est équivalente ou supérieure à celle banque canadienne de l'annexe 1 (une banque figurant à l'annexe I de la *Loi sur les banques*, L.C. 1991, c. 46) détenu dans une institution financière canadienne sous le contrôle des Avocats du Groupe ou de l'Administrateur des réclamations, une fois nommé au bénéfice des Réclamants qui règlent, tel que prévu dans cette Entente de Règlement.

## SECTION 2 – APPROBATION DU RÈGLEMENT

### 2.1 Meilleur efforts

(1) Les Parties feront de leur mieux pour mettre en œuvre ce règlement et pour obtenir les Jugements d'approbation du règlement et le Jugement en rejet. En attendant l'approbation de l'Entente de Règlement, les Parties conviennent de tenir les Recours en suspens. La partie qui doit déposer des demandes en vertu de la présente section 2 fournira des ébauches à l'autre partie à

l'avance, avec suffisamment de temps pour les examiner et avoir une contribution significative sur leur contenu.

## **2.2 Demande d'autorisation et approbation des avis aux membres**

(1) Les Demandeurs déposeront des demandes aux Tribunaux, sur consentement des Défenderesses, dès que possible après la signature de cette Entente de Règlement, pour des jugements autorisant les Recours (aux fins de règlement seulement) et approuvant l'Avis d'audience et le Plan de diffusion (les « Jugements d'autorisation et d'approbation des avis »);

## **2.3 Demande d'approbation de l'Entente de Règlement**

(1) Les Demandeurs déposeront des demandes auprès des Tribunaux pour des Jugements d'approbation du règlement dès que possible après :

- (a) Les Jugements d'autorisation et d'approbation des avis; et
- (b) L'Avis d'audience a été transmis aux Membres du Groupe conformément aux Jugements d'autorisation et d'approbation des avis.

(2) Avant d'engager des Dépenses non remboursables, les Avocats du Groupe fourniront aux Avocats des Défenderesses tous les consentements ou approbations au règlement requis par la loi, avec des quittances signées par les Assureurs de soins de santé provinciaux avant l'audition des demandes d'approbation du règlement.

## **2.4 Demande en rejet**

(1) Une fois que les Tribunaux auront accordé les Jugements d'approbation du règlement, l'Avocat des Défenderesses déposera une demande demandant le Jugement en rejet.

(2) Les Avocats du Groupe feront de leur mieux pour faciliter la demande des Défenderesses visant à obtenir le Jugement en rejet.

## **2.5 Objections**

(1) Un Membre du Groupe peut s'opposer à l'approbation du Règlement en transmettant une objection écrite par courrier prépayé, par messagerie ou par courriel aux Avocats du Groupe. Les objections doivent être reçues avant 17h00, heure de Toronto, à une date qui est cinq (5) jours avant la date de l'audition d'approbation.

(2) Un Membre du Groupe qui souhaite s'objecter aux Jugements d'approbation du Règlement doit indiquer dans son objection :

- (a) Le nom complet, l'adresse postale actuelle, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de la personne qui s'oppose;
  - (i) Une brève déclaration de la nature et des raisons de l'objection;
  - (ii) Une déclaration selon laquelle la personne croit qu'elle est Membre du

Groupe et la raison de cette croyance;

- (iii) Si la personne a l'intention de participer à l'audience d'approbation ou si elle a l'intention de participer par l'entremise d'un avocat et, si c'est le cas, le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de l'avocat; et
- (iv) Les Avocats du Groupe doivent, au plus tard trois (3) jours avant la date de l'Audition d'approbation, faire rapport aux Tribunaux, par déclaration sous serment, avec une copie à l'Avocat des Défenderesses, les noms des personnes qui se sont opposées et des copies de toute objection.

## **2.6 Confidentialité avant la demande**

(1) Jusqu'à ce que les demandes requises par l'article 2.2 soient présentées, les Parties garderont confidentielles toutes les modalités de l'Entente de Règlement et ne les divulgueront pas sans le consentement écrit préalable des Avocats des Défenderesses et des Avocats du Groupe, selon le cas, sauf si cela est nécessaire aux fins de la production de rapports financiers, de la préparation de dossiers financiers (y compris les déclarations de revenus et les états financiers), si cela est nécessaire pour donner effet à ses modalités, ou si cela est autrement requis par la loi. Aucune disposition du présent article n'empêche les avocats de communiquer avec leurs clients ou avec les Assureurs de soins de santé provinciaux, à condition qu'ils soient également tenus de respecter la confidentialité conformément aux dispositions du présent article.

## **2.7 Entrée en vigueur de l'Entente de Règlement**

Cette Entente de Règlement ne deviendra définitive qu'après la Date d'entrée en vigueur.

## **SECTION 3 – AVIS AUX MEMBRES DU GROUPE**

### **3.1 Les Avis aux membres**

(1) Les Parties ont convenu de la forme, du contenu et de la méthode de diffusion de l'Avis d'audience et de l'Avis d'approbation du règlement, sous réserve de l'approbation des Tribunaux, qui sera demandée par le biais des demandes des Demandeurs.

(2) L'Avis d'approbation du règlement sera diffusé conformément au Plan de diffusion dès que possible après la Date d'entrée en vigueur.

(3) Les frais de publication et de distribution de l'Avis d'audience et de l'Avis d'approbation du règlement, y compris les honoraires professionnels associés (mais excluant expressément les honoraires des Avocats du Groupe), feront partie des coûts d'Administration des réclamations qui seront payés à même le Montant du règlement.

(4) Aucun coût associé à la publication et à la distribution de l'Avis d'audience et de l'Avis d'approbation du règlement ne sera engagé avant que chacun des Assureurs de soins de santé provinciaux ne confirme son approbation de la présente Entente de Règlement et de la quittance et ne fournisse les consentements et les approbations requis par la loi.

### **3.2 Avis de résiliation**

(1) Si cette Entente de Règlement est résiliée par les Défenderesses en vertu de la Section 5 et que les Tribunaux ordonnent qu'un avis soit donné aux Groupes, les Défenderesses feront en sorte qu'un tel avis, sous une forme approuvée par les Tribunaux, soit publié et diffusé selon les directives des Tribunaux, autre que tout avis devant être affiché par les Avocats du Groupe sur leurs sites Internet.

(2) Le Montant du Règlement sera immédiatement restitué aux Défenderesses. Si cette Entente de Règlement est résiliée par les Défenderesses en vertu de la section 5, les Défenderesses seront responsables des Dépenses Non-Remboursables et de tous les coûts qui pourraient survenir tels que décrits à l'article 3.2(1), jusqu'à un montant maximum de 50 000 \$. Le solde du Montant du Règlement sera immédiatement restitué aux Défenderesses.

### **3.3 Coopération**

(1) Les Parties coopèrent, s'entraident et assistent l'Administrateur des réclamations et prennent toutes les mesures raisonnables pour que les avis soient diffusés en temps utile par l'Administrateur des réclamations.

## **SECTION 4 – AVANTAGES DU RÈGLEMENT**

### **4.1 Paiement du Montant du Règlement**

(1) Les Défenderesses déposeront 50 000\$ dans le Compte en fiducie dans les 30 jours suivant la signature de la présente Entente de Règlement et déposeront le solde du Montant du Règlement dans les 30 jours suivant la Date d'entrée en vigueur.

(2) Le paiement du Montant du Règlement sera effectué par virement bancaire. Au moins quinze (15) jours ouvrables avant l'échéance de tout paiement, les Avocats du Groupe fourniront, par écrit, les informations suivantes nécessaires pour effectuer les virements : nom de la banque, adresse de la banque, le numéro ABA, numéro de swift, nom du bénéficiaire, numéro du Compte en Fiducie, l'adresse du bénéficiaire et les coordonnées bancaires.

(3) Le Montant du Règlement à fournir conformément aux termes de la présente Entente de Règlement sera fourni en pleine satisfaction des Réclamations Quittancées contre les Parties Quittancées.

(4) Le Montant du Règlement comprendra tous les montants, y compris, sans s'y limiter, les intérêts, les frais, les honoraires des Avocats du Groupe et les Frais d'administration des réclamations, les autres frais juridiques, les réclamations Assureurs de soins de santé provinciaux, et, le cas échéant, les montants payables au Fonds d'aide aux actions collectives;

(5) Les Défenderesses n'auront aucune obligation de payer un montant en plus du Montant du Règlement, pour quelque raison que ce soit, en vertu ou en application de la présente Entente de Règlement.

(6) Une fois que la nomination de l'Administrateur des réclamations aura été approuvée par les



Tribunaux, les Avocats du Groupe transféreront le contrôle du Compte en Fiducie à l'Administrateur des réclamations.

(7) Les Avocats du Groupe et l'Administrateur des Réclamations devront maintenir le Compte en Fiducie tel que prévu dans cette Entente de Règlement et ne devront pas verser tout ou une partie de l'argent du Compte en Fiducie, sauf en conformité avec cette Entente de Règlement, ou en vertu d'un jugement des Tribunaux obtenu après notification aux Parties.

#### **4.2 Taxes et Intérêts**

(1) Sauf dans les cas prévus ci-après, tous les intérêts gagnés sur le Montant du Règlement dans le Compte en Fiducie s'accumuleront au profit des Membres du Groupe et des Assureurs de soins de santé provinciaux et vont demeurer dans le Compte en Fiducie et faire partie du Produit Net du Règlement.

(2) Tous les impôts payables sur tout intérêt qui s'accumule sur le Montant du Règlement dans le Compte en Fiducie ou autrement en relation avec le Montant du Règlement seront payés à partir du Compte en Fiducie. Les Avocats du Groupe ou l'Administrateur des réclamations, selon le cas, seront seuls responsables de remplir toutes les exigences de déclaration et de paiement des impôts découlant du Montant du Règlement dans le Compte en fiducie, y compris toute obligation de déclarer des revenus imposables et d'effectuer des paiements d'impôts. Tous les impôts (y compris les intérêts et les pénalités) dus au titre des revenus générés par le Montant du Règlement seront payés à partir du Compte en Fiducie.

(3) Les Défenderesses n'auront aucune responsabilité de faire des déclarations concernant le Compte en Fiducie et n'auront aucune responsabilité de payer des impôts sur tout revenu gagné sur le Montant du Règlement ou de payer des impôts sur l'argent dans le Compte en Fiducie, à moins que cette Entente de Règlement ne soit pas approuvée, soit résiliée, ou ne prenne pas effet pour quelque raison que ce soit, auquel cas les intérêts gagnés sur le Montant du Règlement dans le Compte en Fiducie ou autrement seront payés aux Défenderesses qui, dans ce cas, seront responsables du paiement de tous les impôts sur ces intérêts qui n'ont pas été payés précédemment par les Avocats du Groupe ou l'Administrateur des Réclamations.

#### **4.3 Protocole d'indemnisation**

(1) Les Avocats du Groupe rédigeront le Protocole d'indemnisation, qui devra être approuvé par les Tribunaux. Les Défenderesses ne seront pas impliquées dans la formulation, la rédaction ou l'approbation du Protocole d'indemnisation, sauf que les Parties ont convenu que les Blessures survenues chez des personnes qui ont commencé à utiliser une ordonnance pour le(s) Produit(s) Invokana après les dates suivantes (basées sur l'ajout d'un langage d'avertissement pertinent à la Lettre aux professionnels de la santé ou à la Monographie du produit) ne seront pas admissibles à une indemnité : pour les réclamations pour l'insuffisance rénale aiguë, après le 25 janvier 2016; pour les réclamations pour acidocétose diabétique, après le 31 mai 2016; et pour les réclamations pour perte de membres, après le 6 septembre 2017. Nonobstant ce qui précède, le Protocole d'indemnisation peut prévoir une indemnisation lorsque la Blessure est survenue dans les trois (3) mois suivant la date pertinente ci-dessus chez une personne : (i) qui a commencé à utiliser un Produit Invokana au moins 30 jours avant cette date ; et (ii) qui l'a utilisé de façon continue à partir de cette date jusqu'au moment de la Blessure sans avoir consulté son médecin prescripteur ou fait renouveler son ordonnance autrement. Sous réserve de ce qui précède, les Avocats du Groupe

peuvent consulter les Défenderesses et/ou les Avocats des Défenderesses pour préparer le Protocole d'indemnisation, à la seule discrétion des Avocats du Groupe.

(2) Après approbation par les Tribunaux, le Protocole d'indemnisation sera fourni à l'Administrateur des réclamations qui l'utilisera pour déterminer le montant auquel chaque Membre du Groupe peut avoir droit à titre d'indemnité provenant du Produit Net du Règlement.

#### **4.4 Réclamations et Réclamants**

(1) Les Membres du Groupe et les Assureurs de soins de santé provinciaux sont admissibles à la réparation prévue par la présente Entente de Règlement et le Protocole d'indemnisation, sous réserve de leurs modalités.

#### **4.5 Distribution *cy près***

(1) Tout fonds *de minimus* restants après la distribution du Produit Net du Règlement conformément au Protocole d'indemnisation, que ce soit en raison de l'absence de réclamations de la part des Membres du Groupe ou en raison de chèques périmés et/ou de toute autre forme de paiement qui pourrait être faite aux Réclamants qui Règlent et qui pourrait autrement expirer sans avoir été réclamé, sera distribué à une organisation au profit de la santé et de la recherche sur le diabète, tel que proposé par les Avocats du Groupe et les Défenderesses et approuvé par les Tribunaux.

(2) La Loi respectant le Fonds d'aide aux actions collectives, RLRQ c F-3.2.0.1. s'appliquera à la portion de tout solde restant, le cas échéant, attribuable aux Membres du Groupe résidant au Québec.

#### **4.6 Distribution du Montant du Règlement**

(1) À la Date d'entrée en vigueur ou après, l'Administrateur des Réclamations distribuera le Montant du Règlement aux Réclamants qui Règlent et aux Assureurs de soins de santé provinciaux conformément au Protocole d'indemnisation, après le paiement des éléments suivants à partir du Montant du Règlement :

- (a) 10 % du Montant du Règlement sera alloué au Fonds provincial de recouvrement des soins de santé;
  - (b) Les Honoraires des Avocats du Groupe, tel qu'approuvés par les Tribunaux;
  - (c) Tous les coûts et dépenses raisonnablement et réellement encourus en rapport avec la section relative à l'Avis d'approbation du règlement en conformité avec le Plan de diffusion;
  - (d) tous les Frais d'administration des réclamations restants, y compris les honoraires professionnels de l'Administrateur des Réclamations; et
  - (e) toutes les taxes dont la loi exige le paiement à toute autorité gouvernementale.
- (2) Les paiements effectués aux Assureurs de soins de santé provinciaux à partir du Fonds de

recouvrement des soins de santé provinciaux constitueront une satisfaction complète et définitive de tous les droits de recouvrement des Assureurs de soins de santé provinciaux qu'ils peuvent avoir en relation avec l'utilisation par les Réclamants qui Règlent du ou des Produit(s) Invokana conformément à la législation de chaque juridiction, que les services assurés aient déjà été fournis ou qu'ils doivent encore être fournis aux Réclamants qui Règlent.

(3) Afin de recevoir un paiement, un Assureur de soins de santé provincial doit signer la Quittance.

## **SECTION 5 - RÉSILIATION**

### **5.1 Général**

(1) Les droits de résiliation sont les suivants :

- (a) Les Défenderesses auront le droit de résilier cette Entente de Règlement dans les cas où :
  - (i) le seuil d'exclusion est dépassé;
  - (ii) l'un ou l'autre des Assureurs de soins de santé provinciaux ne confirme pas son approbation de la présente Entente de Règlement et ne fournit pas les consentements et approbations requis par la loi, ainsi que la Quittance; ou
  - (iii) le Jugement en rejet n'est pas rendu et, après appel, le refus de rendre le Jugement de rejet devient un jugement définitif;
- (b) Chacune des Parties aura le droit de résilier la présente Entente de Règlement dans les cas où :
  - (i) Le Jugement d'approbation du règlement n'est pas rendu et, après appel, le refus de rendre le Jugement d'approbation du règlement devient un jugement définitif;
  - (ii) Le Jugement d'approbation du règlement est rendu mais annulé en appel et l'annulation devient un jugement définitif; ou
  - (iii) Les Tribunaux approuvent cette Entente de Règlement sous une forme matériellement modifiée qui n'est pas acceptée par les deux Parties.

(2) Toute ordonnance, décision ou décision rendue (ou rejetée) par les Tribunaux concernant le Protocole d'indemnisation (autre que les dates de fin de qualification du sous-paragraphe 4.3(1) ci-dessus) ou les Honoraires des Avocats du Groupe ne sera pas considéré comme une modification matérielle de tout ou partie de l'Entente de Règlement et ne constituera pas une base pour la résiliation de cette Entente de Règlement.

(3) Dans tous les cas, le défaut de paiement du Montant du Règlement par les Défenderesses conformément à cette Entente de Règlement sera un motif de résiliation de l'Entente de Règlement.

(4) Pour exercer un droit de résiliation, la partie qui résilie doit remettre un avis écrit de résiliation à l'avocat de l'autre partie dans les 30 jours suivant l'événement qui donne lieu au droit de résiliation. Dès la remise d'un tel avis écrit, la présente Entente de Règlement sera résiliée et, sauf dans les cas prévus aux articles 5.2 et 5.3, elle sera nulle et non avenue et n'aura plus aucune force ni aucun effet, ne liera pas les Parties et ne sera pas utilisée comme preuve ou autrement dans tout litige.

## **5.2 Effet de la résiliation**

- (1) Dans l'éventualité où l'Entente de Règlement est résiliée conformément à ses termes :
- (a) il sera nul et non avenue et n'aura aucune force ni aucun effet, et les Parties ne seront pas liées par ses termes, sauf dans les cas spécifiquement prévus dans la présente Entente de Règlement;
  - (b) tout jugement approuvant la présente Entente de Règlement sera mis de côté et déclaré nul et non avenue et sans force ou effet, et chacun sera empêché d'affirmer le contraire;
  - (c) tous les fonds du Compte en Fiducie (y compris les intérêts courus) seront restitués à l'Avocat des Défenderesses dans les 10 jours suivant la date de résiliation et aucun autre dépôt ne sera effectué sur le Compte en Fiducie;
  - (d) toutes les négociations, déclarations et procédures relatives à cette Entente de Règlement seront considérées comme étant sans préjudice des droits des Parties, et ne seront pas utilisées comme preuve ou autrement dans tout litige;
  - (e) les Défenderesses rembourseront les Avocats du Groupe pour les Dépenses Non Remboursables, si, et seulement si, les Défenderesses choisissent de mettre fin conformément au paragraphe 5.1(1)a) ou sous-alinéa 5.1(1)b)(iii); et
  - (f) les Parties seront remises dans la position dans laquelle elles se trouvaient immédiatement avant la signature de l'Entente de Règlement à l'égard de tous les Recours.

## **5.3 Survie**

(1) Nonobstant l'article 5.2(1) de cette Entente de Règlement, si cette Entente de Règlement est résiliée, les dispositions de cet article, et les articles 2.6, 3.2, 5, 7.1 et 7.2, ainsi que les définitions applicables à ceux-ci de cette Entente de Règlement, survivront à la résiliation et resteront en vigueur. Les définitions et les annexes ne survivront que dans le but limité d'interpréter ces sections de l'Entente de Règlement, mais à aucune autre fin.

## **5.4 Comptabilité**

(1) Si cette Entente de Règlement est résiliée après que le Montant du Règlement ait été payé conformément à l'article 4.1(1), les Avocats du Groupe devront immédiatement retourner le Montant du Règlement aux Défenderesses moins la portion des Dépenses Non Remboursables

assumées par les Défenderesses et rendre compte aux Tribunaux et aux Parties de tous les paiements effectués à partir du Compte en Fiducie relativement à ces Dépenses au plus tard quinze (15) jours après cette résiliation.

## **5.5 Jugements de résiliation**

(1) Si la présente Entente de Règlement est résiliée, les Avocats du Groupe devront, dans les trente (30) jours suivant la résiliation, demander aux Tribunaux, sur avis à l'Administrateur des Réclamations, un jugement visant à :

- (a) Déclarer la présente Entente de Règlement nulle et non avenue et sans effet, sauf pour les dispositions des articles énumérés à la section 5.3(1) de la présente Entente de Règlement;
- (b) Prévoir que tous les fonds payés par les Défenderesses en vertu des termes de cette Entente de Règlement, autres que ceux liés à la portion des Dépenses non remboursables assumées par les Défenderesses, seront retournés aux Défenderesses par virement bancaire dans les quinze (15) jours; et
- (c) Annuler les Jugements d'autorisation et d'avis d'audience et les Jugements d'approbation du règlement rendus conformément aux termes de la présente Entente de Règlement.

(2) Sous réserve de l'article 5.5(2) de la présente Entente de Règlement, les Parties consentent aux jugements demandés via toute demande présentée en vertu de l'article 5.5(1) de la présente Entente de Règlement.

(3) S'il y a un différend au sujet de la résiliation de la présente Entente de Règlement, le Tribunal de l'Ontario le tranchera par voie de demande sur avis aux Parties.

## **SECTION 6 - DISPOSITIONS RELATIVES AU DROIT D'EXCLUSION**

### **6.1 Exclusion**

(1) Les personnes qui se sont vu prescrire le(s) Produit(s) Invokana à tout moment à la date ou avant la date des Jugements d'autorisation et d'avis d'audience, et les personnes qui, en vertu d'une relation personnelle avec une ou plusieurs de ces personnes, auraient des réclamations pour des dommages et intérêts en vertu de la common law ou d'autres lois statutaires, peuvent s'exclure du Groupe.

(2) Les personnes décrites à la section 6.1(1) ci-dessus peuvent s'exclure du Groupe en transmettant un Formulaire d'exclusion dûment complété et signé à l'Administrateur des réclamations conformément aux Jugements d'autorisation et d'avis d'audience, avant la Date limite d'exclusion. Aux termes de l'article 580 du *Code de procédure civile*, un Membre du Groupe admissible à l'exclusion en vertu de l'article 6.1(1), qui ne se désiste pas d'une demande introductive d'instance déposée au Québec ayant le même objet que la Recours du Québec avant l'expiration du Délai d'exclusion, est réputé s'être exclu.

(3) Dans le cas où la Personne exclue chercherait à retenir les services des Avocats du Groupe

à toute fin liée aux Recours, les Avocats du Groupe acceptent par la présente de refuser de représenter la Personne exclue.

## **6.2 Rapport d'exclusion**

(1) L'Administrateur des Réclamations fournira aux Avocats des Défenderesses un rapport indiquant le nombre d'exclusions conformément à l'article 6.1(2), les raisons des exclusions et les détails de la réclamation individuelle de la personne exclue, s'ils sont connus, ainsi qu'une copie de toutes les informations fournies, y compris le Formulaire d'exclusion, dans les trente (30) jours suivant la Date limite d'exclusion. Les Audiences d'approbation du règlement seront fixées à des dates suivant la transmission de ce rapport.

## **6.3 Droits des Défenderesses réservés**

(1) Les Défenderesses réservent tous leurs droits et défenses en lien avec les Personnes Exclues.

## **SECTION 7 - EFFETS DU RÈGLEMENT**

### **7.1 Aucune admission de responsabilité**

(1) Les Demandeurs et les Parties Quittancées se réservent expressément tous leurs droits si l'Entente de Règlement n'est pas approuvée, est résiliée ou ne prend pas effet pour quelque raison que ce soit. De plus, que l'Entente de Règlement soit approuvée ou non, qu'elle soit résiliée ou qu'elle ne prenne pas effet pour quelque raison que ce soit, cette Entente de Règlement et tout ce qu'elle contient, ainsi que toutes les négociations, documents, discussions, ordonnances et procédures associés à cette Entente de Règlement, ne seront pas considérés, interprétés ou interprétés comme une admission de toute violation de tout statut ou loi, ou de tout acte répréhensible ou responsabilité des Parties Quittancées, ou de la véracité de toute réclamation ou allégation contenue dans les Recours ou tout autre plaidoyer déposé par les Demandeurs. De plus, cette Entente de Règlement ne sera pas considérée, interprétée ou interprétée comme étant une admission ou une preuve de la satisfaction de l'un des critères d'autorisation d'une action collective à l'égard de toute demande en autorisation contestée qui pourrait être présentée en l'absence de cette Entente de Règlement.

### **7.2 L'Entente de Règlement ne constitue pas une preuve**

(1) Les Parties conviennent que, qu'elle soit résiliée ou non, la présente Entente de Règlement et tout ce qu'elle contient, ainsi que toutes les négociations, tous les documents, toutes les discussions et toutes les procédures associées à la présente Entente de Règlement, et toute action prise pour mettre en œuvre la présente Entente de Règlement, ne seront pas mentionnés, offerts comme preuve ou reçus comme preuve dans toute action ou procédure civile, criminelle ou administrative en cours ou future, sauf dans le cadre d'une procédure en cours ou future visant à approuver et/ou à faire appliquer la présente Entente de Règlement, à se défendre concernant le statut de Parties Quittancées, ou tel que requis par la loi.

### **7.3 Aucun autre recours**

(1) Sauf en ce qui concerne l'exécution ou l'administration de la présente Entente de règlement,

ni les Demandeurs ni les Avocats du Groupe (que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'un avocat local dans une province ou un territoire du Canada) ne peuvent directement ou indirectement participer ou être impliqués ou aider de quelque façon que ce soit à l'égard de toute réclamation faite ou de toute action intentée par une personne qui se rapporte aux Réclamations Quittancées ou qui en découle.

## **SECTION 8 – QUITTANCES ET LIBÉRATION**

### **8.1 Remède exclusif**

(1) Cette Entente de Règlement sera le recours exclusif pour toutes les réclamations faites par les Membres du Groupe ou par leur intermédiaire concernant leur utilisation du ou des Produits Invokana.

(2) À la Date d'entrée en vigueur, chaque Membre du Groupe, qu'il soumette ou non une réclamation ou qu'il reçoive ou non une indemnité, sera considéré par cette Entente de Règlement comme ayant complètement et inconditionnellement quittancé, déchargé pour toujours et libéré les Parties Quittancées des Réclamations Quittancées.

(3) Chaque Membre du Groupe, qu'il/elle soumette ou non une réclamation ou qu'il/elle reçoive ou non une indemnité, sera à jamais empêché(e) de continuer, d'entamer, d'instituer, de poursuivre, de chercher à réclamer ou de récupérer toute compensation de quelque nature que ce soit dans toute action, litige, enquête ou autre procédure dans tout autre forum, directement, de manière représentative ou dérivée, ou en tant que Membre du Groupe, en faisant valoir contre l'une des Défenderesses toute réclamation qui se rapporte à ou constitue toute Réclamation Quittancée couverte par cette Entente de Règlement.

### **8.2 Demandes de contribution ou d'indemnisation de tiers**

(1) Les Membres du Groupe qui entament ou poursuivent un litige contre toute personne ou entité qui pourrait faire une demande de contribution et/ou d'indemnité contre toute Partie Quittancée, doivent limiter la valeur et le droit de recouvrement d'une telle demande contre cette personne ou entité au quantum des dommages, intérêts et coûts répartis contre cette personne ou entité, séparément et non conjointement avec toute Partie Quittancée. Ces Membres du Groupe feront de leur mieux pour faire rejeter, à leurs frais, toute réclamation de tiers ou autre réclamation faite contre les Parties Quittancées pour contribution et/ou indemnité relativement à ce litige, et consentent par les présentes à toute demande présentée par une Partie Quittancée visant à faire rejeter une telle réclamation contre elle, les coûts étant payables par le Membre du Groupe à la Partie Quittancée.

(2) Dans l'éventualité où un litige entamé ou poursuivi par un Membre du Groupe qui ne s'est pas exclu des Recours résulte en une réclamation ou un jugement contre l'une ou l'autre ou toutes les Défenderesses et/ou toute autre Partie Quittancée pour payer tout montant à toute partie, ce Membre du Groupe devra alors entièrement tenir à couvert, rembourser et indemniser les Défenderesses et/ou les autres Parties Quittancées pour le plein montant de cette réclamation ou de ce jugement, ainsi que tout intérêt, et les frais d'avocat et déboursés encourus par les Défenderesses et/ou les Parties Quittancées en défense de ces réclamations.

(3) Dans la mesure où la prestation d'avantages à tout Réclamant qui Règle en vertu de la

présente Entente de Règlement peut donner lieu à une réclamation ou à une réclamation potentielle de subrogation ou de remboursement contre les Défenderesses et/ou les Parties Quittancées par toute personne ou entité autre qu'un Assureurs de soins de santé provinciaux, le Réclamant qui Règle auquel cette réclamation ou cette réclamation potentielle se rapporte sera responsable de régler cette réclamation ou cette réclamation potentielle avant de recevoir tout avantage en vertu de la présente Entente de Règlement.

(4) Dans la mesure où une telle demande de subrogation ou de remboursement est présentée à l'encontre des Défenderesses et/ou des Parties Quittancées par une personne ou une entité autre qu'un Assureur de soins de santé provincial, nonobstant le présent article, ce demandeur doit alors tenir entièrement indemne, rembourser et indemniser les Défenderesses ou les Parties Quittancées pour le montant total de ces réclamations, ainsi que pour tout intérêt, et pour les honoraires d'avocat et les déboursés engagés par les Défenderesses ou les Parties Quittancées dans le cadre de la défense de ces demandes.

## **SECTION 9 – DÉPÔT DE RÉCLAMATIONS**

(1) Les réclamations doivent être soumises par les Membres du Groupe de la manière prévue par le Protocole d'indemnisation, ou de toute autre manière approuvée par les Tribunaux.

## **SECTION 10 – DÉFENSE DE PRESCRIPTION**

(1) Aucune disposition de la présente Entente de Règlement ne constitue ou n'est réputée constituer une renonciation par les Défenderesses ou les Parties Quittancées aux moyens de défense fondés sur la prescription ou tout autre moyen de défense fondé sur la prescription à l'égard d'une Personne Exclue ou de toute autre personne.

## **SECTION 11 – MODIFICATIONS À L'ENTENTE DE RÈGLEMENT**

(1) Les parties peuvent modifier la présente Entente de Règlement par écrit, de consentement et sur approbation des Tribunaux.

## **SECTION 12 – HONORAIRES ET DÉBOURSÉS**

### **12.1 Approbation des honoraires**

(1) Les Avocats du Groupe présenteront une demande aux Tribunaux pour la détermination des honoraires des Avocats du Groupe à payer à partir du Montant du Règlement.

(2) L'approbation de l'Entente de Règlement n'est pas conditionnelle au résultat de toute demande concernant les honoraires des Avocats du Groupe.

(3) Les Avocats du Groupe ne seront pas empêchés de présenter des demandes supplémentaires aux Tribunaux pour les dépenses engagées à la suite de la mise en œuvre des termes de la présente Entente de règlement. Tous ces montants accordés seront payés à partir du Montant du Règlement.

(4) Les Parties Quittancées reconnaissent et conviennent par les présentes qu'elles ne sont pas



parties aux demandes concernant l'approbation des honoraires des Avocats du Groupe, qu'elles ne participeront pas au processus d'approbation visant à déterminer le montant des honoraires des Avocats du Groupe et qu'elles ne prendront aucune position ni ne feront aucune soumission concernant les honoraires des Avocats du Groupe.

## **SECTION 13 – ADMINISTRATEUR DES RÉCLAMATIONS**

### **13.1 Nomination de l'Administrateur des Réclamations**

(1) Les Parties proposeront conjointement un Administrateur des Réclamations qui sera nommé par les Tribunaux dans le but de traiter et de classer les réclamations et de payer les réclamations comme prévu dans cette Entente de Règlement et sous l'autorité des Tribunaux. L'administrateur des réclamations agira en conformité avec le Protocole d'indemnisation.

(2) L'Administrateur des réclamations devra être bilingue (français et anglais).

### **13.2 Lignes directrice d'investissement**

(1) L'administrateur des réclamations investira tous les fonds en sa possession en vertu de la présente Entente de Règlement dans les catégories de valeurs mobilières prévues à l'article 26 de la *Loi sur les fiduciaires*, LRO 1990, c. T23.

(2) Tous les frais et coûts de tout dépositaire détenant et/ou investissant ces fonds seront payés sur le revenu de ces fonds et ne seront pas à la charge des Défenderesses.

(3) Tous les impôts dus et exigibles sur les produits des investissements seront payés par l'Administrateur des Réclamations à partir des fonds de règlement.

### **13.3 Obligation de confidentialité**

(1) L'Administrateur des Réclamations et toute personne nommée par l'Administrateur des Réclamations pour aider au traitement des réclamations doivent signer et adhérer à une déclaration de confidentialité par laquelle ils acceptent de garder confidentielles toutes les informations concernant les Membres du Groupe, et l'Administrateur des Réclamations doit mettre en place des procédures pour s'assurer que l'identité de tous les Membres du groupe, et toutes les informations concernant leurs réclamations et soumissions, seront gardées confidentielles et ne seront pas fournies à des personnes sauf si cela est prévu dans cette Entente de Règlement ou si la loi l'exige.

(2) L'administrateur des Réclamations peut être révoqué par les Tribunaux pour un motif valable. Dans le cas d'une telle révocation, tout Administrateur des Réclamations successeur sera identifié et nommé tel qu'indiqué à l'article 13.1(1).

## **SECTION 14 – DISPOSITIONS DIVERSES**

### **14.1 Entente de Règlement négociée**

(1) La présente Entente de Règlement est le produit de négociations sans lien de dépendance entre les Avocats du Groupe, les Avocats des Défenderesses et/ou les parties représentées par des avocats. Aucune Partie ne sera considérée comme étant le rédacteur de cette Entente de Règlement

ou de toute disposition de celle-ci. Aucune présomption ne sera réputée exister en faveur ou à l'encontre d'une Partie en raison de la préparation ou de la négociation de cette Entente de Règlement.

(2) La présente Entente de Règlement liera les Parties indépendamment de tout changement dans la loi qui pourrait survenir après la date à laquelle chaque Partie a signé la présente Entente de Règlement.

#### **14.2 Règlement intégral**

(1) La présente Entente de Règlement, y compris ses considérants et pièces, ainsi que les autres documents auxquels il est expressément fait référence et qui sont définis dans la présente (par ex. l'Avis d'audience, le Plan de diffusion, les Jugements d'autorisation et d'avis aux membres, les Jugements d'approbation du règlement, le Jugement en rejet et la Quittance des Assureurs de soins de santé provinciaux) constitue l'intégralité de l'entente conclue par et entre les Parties en ce qui concerne l'objet de la présente Entente de Règlement et, à la Date d'entrée en vigueur, elle remplace toutes les ententes et tous les accords antérieurs conclus entre les Parties en ce qui concerne l'objet de la présente Entente de Règlement, sauf si les Parties en conviennent expressément par écrit après la signature de la présente entente.

#### **14.3 Contreparties**

(1) La présente Entente de Règlement peut être signée en un ou plusieurs exemplaires, chacun d'entre eux étant considéré comme un original mais l'ensemble constituant un seul et même instrument.

(2) Chacun des signataires des présentes garantit et déclare qu'il est autorisé à conclure la présente Entente de Règlement au nom des Parties au nom desquelles la présente Entente de Règlement a été signée.

#### **14.4 Avis aux Membres du Groupe**

(1) Toutes les communications de l'Administrateur des réclamations aux Membres du groupe peuvent être faites par courrier ordinaire et/ou par courrier électronique à la dernière adresse postale de cette personne et/ou à l'adresse électronique fournie par cette personne à l'Administrateur des réclamations.

#### **14.5 Droit applicable**

(1) La présente Entente de Règlement sera régie et interprétée conformément aux lois de l'Ontario et, en ce qui concerne le Groupe du Québec, aux lois du Québec.

#### **14.6 Devise**

(1) Tous les montants en dollars mentionnés dans la présente Entente de Règlement sont exprimés en dollars canadiens.

#### **14.7 Dates**

(1) Les dates mentionnées dans la présente Entente de règlement peuvent être modifiées avec le consentement écrit des Parties et, au besoin, avec l'approbation des Tribunaux

#### **14.8 Avis aux Parties**

(1) Toute notification, demande, instruction ou autre document devant être donné par une Partie à une autre Partie à cette Entente de Règlement (autre qu'une notification de groupe) doit être fait par écrit et doit être adressé comme suit :

(a) Si aux : DEMANDEURS et/ou AVOCATS DU GROUPE,

E.F. Anthony Merchant, Q.C.  
Merchant Law Group LLP  
100-2401 Saskatchewan Drive  
Regina, Saskatchewan, S4P 4H8  
Tel.: (306) 359-7777  
Fax: (306) 522-3299  
Courriel: tmerchant@merchantlaw.com

Charles M. Wright  
Siskinds LLP  
680, Waterloo Street  
London, Ontario, N6A  
3V8 Tel.: (519) 672-2121  
Fax: (519) 672-6065  
Courriell: charles.wright@siskinds.com

(b) Si aux : DÉFENDERESSES et/ou AVOCATS DES DÉFENDERESSES,

Gordon McKee  
Blake, Cassels & Graydon  
199, rue Bay,  
Suite 4000, Commerce Court West  
Toronto, Ontario, M5L 1A9  
Tél. :(416) 863- 2400  
Fax: (416) 863- 2653  
Courriel : gordon.mckee@blakes.com

#### **14.9 Traduction en français**

(1) Les Avocats du Groupe doivent préparer une traduction française de tous les avis et formulaires requis pour la participation au règlement.

(2) En cas d'ambiguïté ou de litige d'interprétation, la version anglaise de tous les documents est officielle et prévaut.

#### **14.10 Clause concernant l'anglais**

(1) Les Parties ont convenu que cette Entente de Règlement soit rédigée en anglais.

#### **14.11 Demande de directives**

(1) Les Avocats du Groupe ou les Défenderesses peuvent demander aux Tribunaux des directives concernant l'interprétation, la mise en œuvre et l'administration de la présente Entente de Règlement.

(2) Toutes les demandes envisagées par cette Entente de Règlement seront notifiées aux Demandeurs et aux Défenderesses, selon le cas.

#### **14.12 Reconnaissances**

(1) Chacune des Parties affirme et reconnaît par la présente que :

- (a) Il, elle, ils ou un représentant de la partie ayant le pouvoir de lier la partie en ce qui concerne les questions énoncées dans les présentes a lu et compris l'Entente de Règlement;
- (b) Les termes de la présente Entente de Règlement et les effets de celle-ci lui ont été pleinement expliqués, à elle, à eux ou au représentant de la Partie par son ou son avocat;
- (c) Il, elle, eux ou le représentant de la Partie comprend pleinement chaque terme de l'Entente de Règlement et son effet; et
- (d) Aucune Partie ne s'est appuyée sur une déclaration, une représentation ou une incitation (qu'elle soit importante, fausse, faite par négligence ou autre) d'une autre Partie, au-delà des termes de l'Entente de Règlement, en ce qui concerne la décision de la première Partie de signer l'Entente de Règlement.

#### **14.13 Communications concernant le règlement**

(1) Les Parties conviennent qu'aucune déclaration publique ne sera faite par elles concernant ces Recours ou leur règlement qui serait de quelque façon que ce soit incompatible avec les termes de l'Entente de Règlement. En particulier, les Parties conviennent que toute déclaration publique qu'elles feront au sujet de ces Procédures indiquera que le règlement a été négocié et convenu par les parties et approuvé par les Tribunaux sans aucune admission ou constatation de responsabilité ou d'acte répréhensible et sans aucune admission ou conclusion quant à la véracité de tout fait allégué dans les Recours, lesquels sont tous spécifiquement niés.

#### **14.14 Signatures autorisées**

(1) Chacun des soussignés déclare qu'il ou elle est pleinement autorisé(e) à s'engager dans les termes et conditions de la présente Entente de Règlement et à l'exécuter au nom des parties identifiées au-dessus de leurs signatures respectives et de leurs cabinets d'avocats.

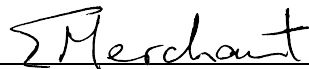
**14.15 Date d'exécution**

- (1) Les Parties ont signé l'Entente de Règlement à la date indiquée sur la page couverture.



CLASS COUNSEL

Dated: November 12, 2021



\_\_\_\_\_  
Name: Evatt Merchant  
MERCHANT LAW GROUP  
Class Counsel

Dated: November 29, 2021



\_\_\_\_\_  
Name: Erika Provencher  
SISKINDS DESMEULES AVOCATS  
Class Counsel

CLASS COUNSEL

Dated: November 10, 2021



Name: Jill McCartney  
SISKINDS LLP  
Class Counsel

JANSSEN PHARMACEUTICALS, INC.,  
JANSSEN ORTHO LLC, and  
JOHNSON & JOHNSON

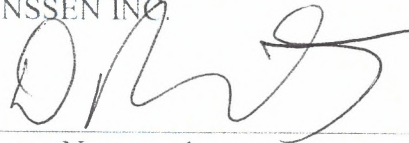
Dated: November 15, 2021



Marc Larkins  
*I have authority to bind the corporations*

JANSSEN INC.

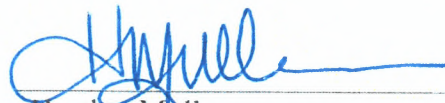
Dated: 16 NOVEMBER, 2021



Darren Noseworthy  
*I have authority to bind the corporation*

Dated: Nov 16, 2021

JOHNSON & JOHNSON INC.



Heather Mullen  
*I have authority to bind the corporation*



**SCHEDULE “A”: CERTIFICATION AND HEARING NOTICE ORDERS**

COURT FILE NUMBER: Q.B.G. 2809 OF 2015

COURT OF QUEEN’S BENCH FOR SASKATCHEWAN

JUDICIAL CENTRE: REGINA

PLAINTIFF(S): RONALD ALLEN FIDDLER

DEFENDANT(S): JANSSEN INC., JANSSEN PHARMACEUTICALS INC.,  
JANSSEN ORTHO LLC, JOHNSON & JOHNSON, and  
JOHNSON & JOHNSON INC.

Brought under *The Class Actions Act*

**ORDER**

Before The Honourable Justice G.G. Mitchell in chambers this \*th day of ●, 2021

**THIS APPLICATION** made by the Saskatchewan Plaintiffs for an order conditionally certifying this proceeding as a class proceeding for the purpose of implementing a national settlement agreement dated ● (the “Settlement Agreement”), and for an order approving the Certification and Hearing Notices, and the Hearing Notice Plan, was made before The Honourable Justice Mitchell, this ●th day of ●, 2021.

**UPON BEING ADVISED** that, subject to Court approval, the Plaintiffs and the Defendants have entered into the proposed Settlement Agreement attached hereto as Schedule “A”, and that the Defendants have consented to the terms of this Order;

**THE COURT ORDERS THAT:**

1. The Settlement Agreement in its entirety is incorporated by reference in this Order. The definitions in the Settlement Agreement are incorporated into and shall be applied in interpreting this Order.

**Certification**

2. The Saskatchewan Proceeding is certified as a class proceeding for settlement purposes only.

3. The Saskatchewan Class is certified as follows:
  - i. All persons resident in Saskatchewan (at the time of Certification Order), who were prescribed and used Invokana, Invokamet, and/or Invokamet XR in Saskatchewan at any time on or before the date of the certification order; and
  - ii. All persons who by virtue of a personal relationship to one or more of such persons described in (i) above have claims for common law or statutory damages;
4. Ronald Allen Fiddler is hereby appointed as the representative plaintiffs for the Saskatchewan Class.
5. The causes of action asserted on behalf of the Saskatchewan Class, are set out in the Statement of Claim herein and include, among others, negligence, breach of duty to warn, waiver of tort and breach of the *Consumer Protection Act*. The relief sought by the Saskatchewan Class is set forth in the Statement of Claim herein and includes general, special, punitive, aggravated and exemplary damages, accounting and disgorgement of profits, damages pursuant to the *Family Law Act*, pre-judgment interest, and costs.
6. The common issue in the Saskatchewan Proceeding for settlement purposes is: Did the Defendants breach a duty to warn of the risk of diabetic ketoacidosis, acute kidney injuries, and/or lower limb loss?

### **Notices**

7. The long, abridged and press release form of the Hearing Notice are hereby approved substantially in the form attached to this Order as Schedules “B” to “D”.
8. The Hearing Notice Plan is hereby approved substantially in the form attached to this Order as Schedule “E” and that the Hearing Notice shall be disseminated in accordance with the Hearing Notice Plan.
9. The Hearing Notice Plan constitutes fair and reasonable notice to the class of the settlement Approval Hearing.

### **Claims Administrator**

10. Triology Class Action Services is hereby appointed as the Claims Administrator.

11. The Claims Administrator shall execute its obligations as set out in the Settlement Agreement. The Defendants shall have no liability whatsoever relating to the administration of the Settlement Agreement. This includes all aspects of the administration, including, without limitation, any distribution or investment of the Settlement Amount paid by the Claims Administrator or Class Counsel.

### **Opt Outs**

12. The Opt Out Form is approved substantially in the form attached to this Order as Schedule "F".
13. The Opt Out Deadline to opt-out of this Saskatchewan Proceeding is set for a date that is sixty (60) days after the date on which the Hearing Notice is first published.
14. A member of the Saskatchewan Class may opt-out of this Saskatchewan Proceeding by sending a complete Opt Out Form to the Claims Administer by the Opt Out Deadline.
15. If a member of the Saskatchewan Class opts-out of this Saskatchewan Proceeding, all related Family Class Members will be deemed to have opted-out of the Saskatchewan Proceeding.
16. No person may opt-out a Class Member who is a minor or a person who is otherwise under a legal disability without leave of the court after notice to the office of the Children's Lawyer or the Public Guardian and Trustee, as the case may be.
17. No Class Member may opt-out of the Saskatchewan Proceeding after the Opt Out Deadline.
18. Within thirty (30) days of the Opt Out Deadline, Class Counsel shall provide to the Defendants a report containing the names of each person who has validly and timely opted out of the proceeding and a summary of the information delivered by such persons in accordance with the Settlement Agreement.

### **Objections**

19. The motion for settlement approval in this proceeding shall be heard on [**date**] at the [**Place**], or at such other place and time or on such other terms, as this Court may direct in light of COVID-19 protocols.

20. The Approval Hearing will be conducted: to determine whether the Settlement Agreement is fair, reasonable, and in the best interests of the Saskatchewan Class and therefore is finally approved pursuant to section 38 of the *Class Actions Act*, S.S. 2001, c.C-12.01; to enter an order of dismissal of this proceeding with prejudice and without costs; to approve the releases as specified at section 8 of the Settlement Agreement; and to rule on such other matters as the Court may deem appropriate.
21. A Class Member may object to the approval of the Settlement by sending a written objection by pre-paid mail, courier, or email to Class Counsel in accordance with the Settlement Agreement. Objections must be received before 5:00 p.m. E.S.T. time five (5) days before the date of the Approval Hearing.
22. A Class Member who wishes to object to the Settlement Approval Orders must state in their objection:
  - i. The full name, current mailing address, telephone number, and email address of the person who is objecting;
  - ii. A brief statement of the nature and reasons for the objection;
  - iii. A declaration that the person believes they are a member of the Class and the reason for that belief; and
  - iv. Whether the person intends to appear at the Approval Hearing or intends to appear by counsel, and, if by counsel, the name, address, telephone number, and email address of counsel.
23. This Order is contingent upon parallel orders being made by the Superior Court of Quebec in *Steven Varnai and Joanne Giroux v Janssen Inc., Janssen Pharmaceuticals, Inc., Janssen Ortho LLC, Johnson & Johnson, and Johnson & Johnson Inc.* Court File No. 500-06-000906-186 and the Superior Court of Justice of Ontario in *Raymond Duck v Janssen Inc., Janssen Pharmaceuticals, Inc., Johnson & Johnson, and Johnson & Johnson Inc.*; commenced Court File No.CV-18-00000570-00CP and the terms of this Order shall not be effective unless and until such orders are made by the Quebec Court and the Ontario Court.
24. In the event the Settlement Agreement is not approved by the Courts, is terminated in accordance with its terms, or otherwise fails to take effect for any reason, then the Settlement Agreement shall become null and void pursuant to its terms, and the within

Order certifying this Saskatchewan Proceeding for settlement purposes is hereby set aside, without further Order of this Court.

25. There shall be no costs of this motion.

ISSUED at Regina, Saskatchewan, this \_\_\_\_\_ day of ●, 2021.

**ONTARIO  
SUPERIOR COURT OF JUSTICE**

**B E T W E E N :**

The Estate of Raymond Duck

Plaintiff

- and -

JANSSEN INC., JANSSEN PHARMACEUTICALS INC., JOHNSON & JOHNSON  
INC., JOHNSON & JOHNSON

Defendants

Proceeding under the *Class Proceedings Act, 1992*

**ORDER**

**(Certification and Hearing Notice Approval)**

**THIS MOTION** made by the Ontario Plaintiff for an order conditionally certifying this proceeding as a class proceeding for the purpose of implementing a national settlement agreement dated • (the “Settlement Agreement”), and for an order approving the Certification and Hearing Notices, and the Hearing Notice Plan, was made before The Honourable Justice Leitch, this •th day of •, 2021.

**UPON BEING ADVISED** that, subject to Court approval, the Plaintiffs and the Defendants have entered into the proposed Settlement Agreement attached hereto as Schedule “A”, and that the Defendants have consented to the terms of this Order;

**THE COURT ORDERS THAT:**

1. The Settlement Agreement in its entirety is incorporated by reference in this Order. The definitions in the Settlement Agreement are incorporated into and shall be applied in interpreting this Order.

**Certification**

2. The Ontario Proceeding is certified as a class proceeding for settlement purposes only.
3. The Ontario Class is certified as follows:
  - i. All persons resident in Canada (at the time of Certification Order), with the exception of Saskatchewan Class Members and Quebec Class Members, who were prescribed and used Invokana, Invokamet, and/or Invokamet XR in Canada at any time on or before the date of the certification order; and
  - ii. All persons, with the exception of Saskatchewan Class Members and Quebec Class Members, who by virtue of a personal relationship to one or more of such persons described in (i) above have claims for common law or statutory damages;
4. The Estate of Raymond Duck is hereby appointed as the representative plaintiff for the Ontario Class.
5. The nature of the claims asserted on behalf of the Ontario Class, are set out in the Statement of Claim herein and include, among others, negligence, misrepresentation, breach of duty to warn and breach of the *Food and Drugs Act*.. The relief sought by the Ontario Class is set forth in the Statement of Claim herein and includes various declarations, pecuniary, special, non-pecuniary, punitive, aggravated and exemplary damages, accounting and disgorgement of profits, damages pursuant to the *Family Law Act*, pre-judgment interest, and costs.
6. The common issue in the Ontario Proceeding for settlement purposes is: Did the Defendants breach a duty to warn of the risk of diabetic ketoacidosis, acute kidney injuries, and/or lower limb loss?

**Notices**

7. The long, abridged and press release form of the Hearing Notice are hereby approved substantially in the forms attached to this Order as Schedules “B” to “D”.

8. The Hearing Notice Plan is hereby approved substantially in the form attached to this Order as Schedule “E” and that the Hearing Notice shall be disseminated in accordance with the Hearing Notice Plan.
9. The Hearing Notice Plan constitutes fair and reasonable notice to the class of the settlement Approval Hearing.

### **Claims Administrator**

10. [ ] is hereby appointed as the Claims Administrator.
11. The Claims Administrator shall execute its obligations as set out in the Settlement Agreement. The Defendants shall have no liability whatsoever relating to the administration of the Settlement Agreement. This includes all aspects of the administration, including, without limitation, any distribution or investment of the Settlement Amount paid by the Claims Administrator or Class Counsel.

### **Opt Outs**

12. The Opt Out Form is approved substantially in the form attached to this Order as Schedule “F”.
13. The Opt Out Deadline to opt-out of this Ontario Proceeding is set for a date that is sixty (60) days after the date on which the Hearing Notice is first published.
14. A member of the Ontario Class may opt-out of this Ontario Proceeding by sending a complete Opt Out Form to the Claims Administer by the Opt Out Deadline.
15. If a member of the Ontario Class opts-out of this Ontario Proceeding, all related Family Class Members will be deemed to have opted-out of the Ontario Proceeding.
16. No person may opt-out a Class Member who is a minor or a person who is otherwise under a legal disability without leave of the court after notice to the office of the Children’s Lawyer or the Public Guardian and Trustee, as the case may be.
17. No Class Member may opt-out of the Ontario Proceeding after the Opt Out Deadline.



18. Within thirty (30) days of the Opt Out Deadline, Class Counsel shall provide to the Defendants a report containing the names of each person who has validly and timely opted out of the proceeding and a summary of the information delivered by such persons in accordance with the Settlement Agreement.

### **Objections**

19. The motion for settlement approval in this proceeding shall be heard on [**date**] at the Courthouse, 361 University Avenue in Toronto, Ontario, or at such other place and time or on such other terms, as this Court may direct in light of COVID-19 protocols.
20. The Approval Hearing will be conducted to determine whether the Settlement Agreement is fair, reasonable, and in the best interest of Class Members in accordance with the *Class Proceedings Act*, 1992, SO 1992, c 6.
21. A Class Member may object to the approval of the Settlement by sending a written objection by pre-paid mail, courier, or email to Class Counsel in accordance with the Settlement Agreement. Objections must be received before 5:00 p.m. Toronto time five (5) days before the date of the Approval Hearing.
22. A Class Member who wishes to object to the Settlement Approval Orders must state in their objection:
  - i. The full name, current mailing address, telephone number, and email address of the person who is objecting;
  - ii. A brief statement of the nature and reasons for the objection;
  - iii. A declaration that the person believes they are a member of the Class and the reason for that belief; and
  - iv. Whether the person intends to appear at the Approval Hearing or intends to appear by counsel, and, if by counsel, the name, address, telephone number, and email address of counsel.
23. This Order is contingent upon parallel orders being made by the Superior Court of Quebec in *Steven Varnai and Joanne Giroux v Janssen Inc., Janssen Pharmaceuticals, Inc., Janssen Ortho LLC, Johnson & Johnson, and Johnson & Johnson Inc.* Court File No. 500-06-000906-186 and the Court of Queen's Bench for Saskatchewan in *Ronald Allen Fiddler*

*v Janssen Inc., Janssen Pharmaceuticals, Inc., Janssen Ortho LLC, Johnson & Johnson, and Johnson & Johnson Inc.*, Court File Number Q.B.G. 2809 of 2015 and the terms of this Order shall not be effective unless and until such orders are made by the Quebec Court and the Saskatchewan Court.

24. In the event the Settlement Agreement is not approved by the Courts, is terminated in accordance with its terms, or otherwise fails to take effect for any reason, then the Settlement Agreement shall become null and void pursuant to its terms, and the within Order certifying this Ontario Proceeding for settlement purposes is hereby set aside, without further Order of this Court.
25. There shall be no costs of this motion.

ISSUED at London, Ontario, this • day of •, 2021.

---

The Honourable Justice Leitch

**SUPERIOR COURT  
(Class Actions Division)**

CANADA  
PROVINCE OF QUEBEC  
DISTRICT OF MONTRÉAL

N° : 500-06-000906-186

DATE : ●2021

---

**PRESIDING: THE HONOURABLE DONALD BISSON, J.C.S.**

---

**STEVEN VARNAI**  
and  
**JOANNE GIROUX**  
Applicants

v.

**JANSSEN INC.**  
and  
**JANSSEN PHARMACEUTICALS INC.**  
and  
**JANSSEN ORTHO LLC.**  
and  
**JOHNSON & JOHNSON INC.**  
and  
**JOHNSON & JOHNSON**  
Defendants

---

**JUDGMENT ON AN APPLICATION FOR AUTHORIZATION OF A CLASS ACTION FOR  
SETTLEMENT PURPOSES ONLY AND FOR HEARING NOTICE APPROVAL**

---

- [1] **WHEREAS** the parties are involved in a dispute of the nature of a class action;
- [2] **WHEREAS** a national settlement agreement dated ● was reached between the Applicants and the Defendants (the “**Settlement Agreement**”);
- [3] **WHEREAS** the Applicants ask the Court to:
- a) authorize the class action for settlement purposes only;
  - b) grant Steven Varnai and Joanne Giroux the status of representative plaintiffs for the purposes of the settlement;
  - c) appoint ● as Claims Administrator;
  - d) substantially approve the form and the content of the notices to inform the Quebec Class, among other things, that a hearing will be held on the approval of the Settlement Agreement;
  - e) approve the Hearing Notice and Hearing Notice Plan;
  - f) set a date for the settlement Approval Hearing; and
  - g) approve a method and a time period to opt out of members of the Quebec Class.
- [4] **CONSIDERING** the application under review;
- [5] **CONSIDERING** the absence of contestation;
- [6] **CONSIDERING** articles 575, 576, 579, 581 and 590 of the *Code of Civil Procedure*;
- [7] **UPON REVIEW**, the application should be granted;

**FOR THESE REASONS, THE COURT:**

- [8] **GRANTS** the application;
- [9] **DECLARES** that the Settlement Agreement, attached as Schedule “A” to this order, is incorporated in its entirety by reference in this order;
- [10] **DECLARES** that the definitions in the Settlement Agreement are incorporated into and shall be applied in interpreting this order;

**Authorization**

- [11] **AUTHORIZES** this action as a class action for settlement purposes only;
- [12] **ORDERS** that the Quebec Class is certified as follows:
- (i) ALL PERSONS RESIDENT IN QUEBEC (AT THE TIME OF THE AUTHORIZATION ORDER), WHO WERE PRESCRIBED AND USED INVOKANA, INVOKAMET, AND/OR INVOKAMET XR IN QUEBEC AT ANY TIME ON OR BEFORE THE DATE OF THE AUTHORIZATION ORDER; AND
  - (ii) All persons resident in Quebec (at the time of the authorization order), who by virtue of a personal relationship to one or more of such persons described in (i) above have claims for common law or statutory damages.

- [13] **APPOINTS** Steven Varnai and Joanne Giroux as representative plaintiffs of the Quebec Class;
- [14] **IDENTIFIES**, for settlement purposes, the common issue for the Quebec Class as:

Did the Defendants breach a duty to warn of the risk of diabetic ketoacidosis, acute kidney injuries, and/or lower limb loss?

### **Notices**

[15] **APPROVES** substantially the form and content of the long, abridged and press release form of the Hearing Notice, in English and in French, attached as Schedule “B” to this order;

[16] **APPROVES** the Hearing Notice Plan, attached as Schedule “C” to this order and **ORDERS** that the Hearing Notice be disseminated in accordance with the Hearing Notice Plan;

[17] **DECLARES** that the Hearing Notice Plan constitutes fair and reasonable notice of the Approval Hearing to Class Members;

### **Claims Administrator**

[18] **APPOINTS** ● as Claims Administrator;

[19] **DECLARES** that the Claims Administrator shall execute its obligations as set out in the Settlement and that the Defendants shall have no liability whatsoever relating to the administration of the Settlement Agreement. This includes all aspects of the administration, including, without limitation, any distribution or investment of the Settlement Amount paid by the Claims Administrator or Class Counsel;

### **Opt Outs**

[20] **APPROVES** the Opt Out Form substantially in the form attached to this Order as Schedule “D”;

[21] **DECLARES** that the deadline to opt out of this Quebec Proceeding is sixty (60) days after the date on which the Hearing Notice is first published;

[22] **DECLARES** that a member of the Quebec Class may opt-out of this Quebec Proceeding by sending a complete Opt Out Form to the Claims Administrator by the Opt Out Deadline;

[23] **DECLARES** that if a member of the Quebec Class opts-out of this Quebec Proceeding, all related Family Class Members will be deemed to have opted-out of the Quebec Proceeding;

[24] **DECLARES** that no Class Member may opt-out of the Quebec Proceeding after the Opt Out Deadline;

### **Objections**

[25] **DECLARES** that a member of the Quebec Class may object to the approval of the Settlement Approval Orders by sending a written objection by pre-paid mail, courier, or email to Class Counsel in accordance with the Settlement Agreement;

[26] **DECLARES** that the objections must be received before 5:00 p.m., Toronto time, five (5) days before the date of the Approval Hearing;

[27] **DECLARES** that a member of the Quebec Class who wishes to object must state in their objection:

- a) The full name, current mailing address, telephone number, and email address of the person who is objecting;
- b) A brief statement of the nature and reasons for the objection;
- c) A declaration that the person believes they are a member of the Quebec Class and the reason for that belief; and

- d) Whether the person intends to appear at the Approval Hearing or intends to appear by counsel, and, if by counsel, the name, address, telephone number and email address of counsel.

[28] **DECLARES** that in the event the Settlement Agreement referenced in this order is not approved by the Courts in Saskatchewan and Ontario, then the Settlement Agreement shall become null and void pursuant to its terms, and the within order authorizing this class action for settlement purposes is hereby set aside, without further order of this Court;

[29] **SETS** the date for the hearing of the motion for settlement approval in this proceeding as ● 2021, at the Montréal courthouse, at ●;

[30] **THE WHOLE** without costs.

---

DONALD BISSON, J.C.S.

Me Karim Diallo  
Me Erika Provencher  
SISKINDS, DESMEULES, AVOCATS

Lawyers for the Applicants

Me Marianne Ignacz  
INF LLP  
Lawyers for the Defendants

Schedule A: Settlement Agreement  
Schedule B: Hearing Notice (long, abridged and press release form)  
Schedule C: Hearing Notice Plan  
Schedule D: Opt Out Form

## SCHEDULE “B”: LONG, ABRIDGED AND PRESS RELEASE FORM OF HEARING NOTICE

### **NOTICE OF CERTIFICATION AND PROPOSED SETTLEMENT OF INVOKANA® INVOKAMET® INVOKAMET XR® LITIGATION**

PLEASE READ CAREFULLY. IGNORING THIS NOTICE WILL AFFECT YOUR LEGAL RIGHTS

This Notice contains a summary of some of the terms of the Settlement Agreement. All capitalized terms not otherwise defined have the meaning ascribed to them in the Settlement Agreement. If there is a conflict between the provisions of this Notice and the Settlement Agreement, the terms of the Settlement Agreement shall prevail.

### **NOTICE OF CERTIFICATION FOR SETTLEMENT PURPOSES**

A Canada-wide settlement has been reached in three proposed class actions relating to the prescription drugs Invokana®, Invokamet®, and Invokamet XR®. This notice advises you that as a part of the settlement process, the following lawsuits (the “**Proceedings**”) have been certified/authorized as class actions for settlement purposes: *Estate of Raymond Duck v Janssen Inc. et al.*, Ontario Superior Court of Justice (London) Court File No. CV-18-0000570-00CP; *Ronald Allen Fiddler v Janssen Inc. et al.*, Court of Queen’s Bench for Saskatchewan (Regina) Court File No. Q.B.G. 2809 of 2015; and *Steven Varnai and Joanne Giroux v Janssen Inc. et al.*, Superior Court of Quebec (District of Montreal – Class Actions) Court File No. 500-06-000906-186.

These three Proceedings raised various allegations against the Defendants and sought damages on behalf of Canadians for harm and injuries which were allegedly related to the use of Invokana®, Invokamet®, and Invokamet XR®. The Defendants deny the allegations made in the Proceedings, make no admission as to the truth of these allegations and deny any wrongdoing.

The allegations made by the Plaintiffs have not been proven in Court and should not be considered in any way to be medical advice.

This Notice advises you of the certification/authorization of the Proceedings as class actions for the purpose of implementing the national Settlement Agreement (the “Settlement”) and of the hearings that will be held to decide whether the Settlement should be approved. You may attend the Settlement approval hearings. You can review the originating proceedings, the certification/authorization Orders, as well as the Settlement Agreement and related documents at the settlement website: <http://www.invokanacanadasettlement.com/> or you can contact the Court appointed Claims Administrator, Trilogy Class Action Services, at the address listed below.

### **WHO IS INCLUDED?**

If the Settlement is approved, it will apply to: (i) all persons resident in Canada as of [DATE OF CERTIFICATION] who were prescribed Invokana®, Invokamet®, and/or Invokamet XR® in Canada at any time on or before [DATE OF CERTIFICATION]; and (ii) all persons who by virtue of a personal relationship to one or more of such persons described in (i) above have claims for common law or statutory damages.

Certification/authorization Orders for the purposes of settlement have been granted for the following Classes:

**Ontario Class:** (i) All persons resident in Canada as of [DATE OF CERTIFICATION], with exception of Saskatchewan Class Members and Quebec Class Members, who were prescribed and used Invokana®, Invokamet®, and/or Invokamet XR® in Canada at any time on or before [DATE OF CERTIFICATION]; and (ii) All persons, with exception of Saskatchewan Class Members and Quebec Class Members, who by

virtue of a personal relationship to one or more of such persons described in (i) above have claims for common law or statutory damages.

**Saskatchewan Class:** (i) All persons resident in Saskatchewan as of [DATE OF CERTIFICATION] who were prescribed and used Invokana®, Invokamet®, and/or Invokamet XR® in Saskatchewan at any time on or before the date of [DATE OF CERTIFICATION]; and (ii) All persons who by virtue of a personal relationship to one or more of such persons described in (i) above have claims for common law or statutory damages.

**Quebec Class:** (i) All persons resident in Quebec as of [DATE OF AUTHORIZATION] who were prescribed and used Invokana®, Invokamet®, and/or Invokamet XR® in Quebec at any time on or before the date of [DATE OF AUTHORIZATION]; and (ii) All persons who by virtue of a personal relationship to one or more of such persons described in (i) above have claims for common law or statutory damages.

## WHAT IS THE PROPOSED SETTLEMENT?

The Settlement provides for the creation of a \$1.5 million (CDN) settlement fund which will be used to pay the costs of notice and administration, compensation for approved claimants, the claims of provincial health insurers, and class counsel legal fees.

Payments to approved claimants will be made to Class Members who show that they experienced one or more of the medical conditions described below within the specified timeframes. Each medical condition will be assigned points by the Claims Administrator subject to various eligibility criteria. Net settlement proceeds will be allocated among the approved claimants in proportion to the cumulative points they are awarded under the Compensation Protocol. The Compensation Protocol can be found here: [LINK]. Not all Class Members will be eligible for compensation.

The types of medical conditions that may qualify Class Members for compensation include acute kidney injury, diabetic ketoacidosis, and lower limb loss. You may be eligible for compensation under the Compensation Protocol if you began using or filled a prescription for Invokana®, Invokamet® or Invokamet XR® prior to the dates below and experienced the relevant medical conditions prior to the dates below:

- for acute kidney injury, January 25, 2016;
- for diabetic ketoacidosis, May 31, 2016; and
- for lower limb loss, September 6, 2017.

You may also be eligible for compensation if you experienced the relevant medical conditions listed above within three (3) months after the corresponding dates above if (i) you started using Invokana®, Invokamet® or Invokamet XR® at least 30 days before said dates, and (ii) you used it continuously from that date to the time of the medical condition, without having either attended your prescribing physician or had your prescription renewed.

Compensation will also be paid to eligible Class Members estates. 10% of the Settlement Amount will be allocated to a Provincial Health Care Recovery Fund for the recovery of costs of insured health or medical services by the Provincial Health Insurers.

If the Settlement is approved, Class Counsel will make an application for class counsel legal fees of \$● to be paid from the Settlement Amount. Approval of the Settlement is not contingent on the outcome of any application regarding class counsel legal fees.

Any undistributed balance of the settlement amount as determined by the Claims Administrator will be donated, *cy près* to an organization(s) to benefit diabetic health and research, as approved by the Courts and advised by Class Counsel, subject to any amounts payable to the *Fonds d'aide aux actions collective*.

## RIGHT TO PARTICIPATE OR OPT OUT



If you are a Class Member and wish to participate in the Settlement, you do not need to do anything at this time. Class Members who do not opt out will be bound by the Settlement and the releases in it and will be entitled to share in any of the benefits that may become available to them as Class Members, provided that they proceed within the timeframes provided for in the Settlement to advance their claims.

**If you are a Class Member and you do not wish to participate in the Settlement, then you must opt out. Opt Out Forms are available at <http://www.invokanacanadasettlement.com/> or by contacting Trilogy Class Action Services at the address below.** The deadline to opt out of the Settlement and the Proceedings is **[INSERT DATE]**. By opting out, you are choosing:

- (1) **not** to take part in the Settlement;
- (2) **not** to participate in any way in the Proceedings, AND
- (3) **not** to participate in any benefits arising from the Settlement or the Proceedings.

If you are a member of the Quebec Class and have filed an individual lawsuit against Janssen Inc., Janssen Pharmaceuticals Inc., Janssen Ortho LLC, Johnson & Johnson and/or Johnson & Johnson Inc. regarding the same subject matter at this class action and you do not discontinue your individual action before **[INSERT DATE]**, you will be deemed to have opted out of this class action.

Class Members **who opt out** will not be bound by the Settlement or the releases in the Settlement but will also not be entitled to share in any of the proceeds that may become available to Class Members as part of the Settlement.

The Proceedings will be dismissed as part of the Settlement. There will be no further opportunity to opt out of the Settlement or the Proceedings.

Members of the Quebec Class who wish to opt out must send their completed Opt Our Form to Clerk of the Superior Court of Quebec at the following address:

Clerk of the Superior Court of Quebec – Montreal Courthouse  
1, Notre-Dame Street East  
Montreal (Quebec) H2Y 1B6  
Court File No.: 500-06-000906-186

### **SETTLEMENT APPROVAL HEARINGS**

In order for the Settlement to become effective, it must be approved by the Courts of Ontario, Saskatchewan, and Quebec. The Courts must be satisfied that the Settlement is fair, reasonable, and in the best interest of the Class Members. The dates for the Settlement approval hearings have been scheduled as follows:

- (1) Ontario Class Members: **[INSERT DATE & TIME]** at the Ontario Superior Court of Justice, 80 Dundas Street, London, Ontario.
- (2) Saskatchewan Class Members: **[INSERT DATE & TIME]** at the Court of Queen's Bench, 2425 Victoria Avenue, Regina, Saskatchewan.
- (3) Quebec Class Members: **[INSERT DATE & TIME]** at the Superior Court of Québec, 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec.

If any of the Settlement approval hearings are adjourned and/or if the hearings are to be held virtually, details will be posted on the settlement website, <http://www.invokanacanadasettlement.com/>

In the event that the Settlement Agreement is not approved by each of the Courts in a form agreed to by the parties to the Proceedings, the Settlement Agreement shall terminate and its terms shall no longer be binding on Class Members. In that case, all parties shall be restored to their pre-Settlement Agreement positions and the certification/authorization orders shall be set aside.

## **OBJECTING TO THE PROPOSED SETTLEMENT AND OPPORTUNITY TO APPEAR**

If you wish to object to the proposed Settlement, you must submit a written objection no later than **[INSERT DATE]**.

Your written objection must be sent to the Claims Administrator by no later than **[INSERT DATE]** at the address listed below in this Notice. The Claims Administrator will file copies of all objections with the Courts.

You may also attend the hearings on the dates noted above, and if you have submitted a written objection, you may request to make oral submissions to the Court(s).

## **NOTICE OF SETTLEMENT APPROVAL**

If the proposed Settlement is approved by the Courts, a notice of approval will be published on **[WEBSITE]** and otherwise made available as ordered by the Court. Class Members will have a limited amount of time to submit a claim for compensation. If the proposed Settlement is approved, a downloadable version of the claim package will be made available online at <http://www.invokanacanadasettlement.com/> or, alternatively, a claim package can be requested from the Claims Administrator by e-mail at: **[EMAIL]**, by telephone at **[TELEPHONE]**, or by regular mail at the address listed below. If you intend to submit a claim under the proposed Settlement, you must do so on or before the expiry of the claim period, which will be posted on the settlement website: <http://www.invokanacanadasettlement.com/>

## **WHO REPRESENTS ME? CLASS COUNSEL ARE:**

### **Siskinds LLP**

680 Waterloo Street  
London, Ontario, N6A 3V8  
Tel.: (519) 672-2121  
Fax: (519) 672-6065  
Madeline A. McKinnon  
Email: madeline.mckinnon@siskinds.com

### **Siskinds Desmeules, Avocats**

43 rue Buade  
Bureau 320  
Quebec City (QC) G1R 4A2  
Tel.: (418) 694-2009  
Fax: (418) 694-0281  
Erika Provencher  
Email: erika.provencher@siskindsdesmeules.com

### **Merchant Law Group LLP**

100-2401 Saskatchewan Drive  
Regina, Saskatchewan, S4P 4H8  
Tel.: (306) 359-7777  
Fax: (306) 522-3299  
E.F. Anthony Merchant, Q.C.  
Email: tmerchant@merchantlaw.com

## **LEGAL FEES**

At the Settlement approval hearings, Class Counsel will request approval for payment of their fees, disbursements, and applicable taxes. Class Counsel has pursued this lawsuit on a contingency basis of ●% and will seek approval from the Courts for class counsel legal fees of \$● in accordance with the

terms of their retainer agreements with the representative plaintiffs. Individual Class Members may be responsible for legal fees incurred in advancing their claims under the Settlement, in accordance with any retainer agreements they may have entered into.

**FOR MORE INFORMATION:**

For more information on the status of the approval hearings or on how to opt out of the Settlement, comment or object to the Settlement, or to view the Settlement Agreement, visit <http://www.invokanacanadasettlement.com/> which will be periodically updated with information on the Settlement approval process and the Proceedings.

This Notice is a summary of the Settlement. You should consult the Settlement Agreement at the settlement website: <http://www.invokanacanadasettlement.com/> or contact Class Counsel or Trilogy Class Action Services for specific details as to your rights and obligations under the Settlement.

If you have questions about the Settlement and/or would like to obtain more information and/or copies of the Settlement Agreement and related documents in both English and French, please visit the settlement website at <http://www.invokanacanadasettlement.com/> or contact the Claims Administrator at:

**Trilogy Class Action Services**

Invokana Class Action Settlement  
117 Queen Street, PO Box 1000  
Niagara-on-the-Lake, ON L0S 1J0  
Tel: 1-877-400-1211  
Fax: 1-416-342-1761  
[inquiry@trilogyclassactions.ca](mailto:inquiry@trilogyclassactions.ca)

**PLEASE DO NOT CALL THE DEFENDANTS OR THE COURTS ABOUT THESE PROCEEDINGS.**

*This Notice has been approved by the Ontario Superior Court of Justice, the Court of Queen's Bench for Saskatchewan, and the Superior Court of Quebec*

**NOTICE OF CERTIFICATION AND PROPOSED SETTLEMENT OF INVOKANA® INVOKAMET®  
INVOKAMET XR® LITIGATION**

PLEASE READ CAREFULLY. IGNORING THIS NOTICE WILL AFFECT YOUR LEGAL RIGHTS

A Canada-wide settlement has been reached in three proposed class actions relating to the prescription drugs Invokana®, Invokamet®, and Invokamet XR®. This notice advises you that as a part of the settlement process, the following lawsuits have been certified/authorized as class actions for settlement purposes: Estate of *Raymond Duck v Janssen Inc. et al.*, Ontario Superior Court of Justice (London) Court File No. CV-18-00000570-00CP; *Ronald Allen Fiddler v Janssen Inc. et al.*, Court of Queen's Bench for Saskatchewan (Regina) Court File No. Q.B.G. 2809 of 2015; and *Steven Varnai and Joanne Giroux v Janssen Inc. et al.*, Superior Court of Quebec (District of Montreal – Class Actions) Court File No. 500-06-000906-186 (the "Proceedings").

Hearings to approve the settlement have been scheduled for [DATES].

If the settlement is approved, it will apply to: (i) all persons resident in Canada as of [DATE OF CERTIFICATION] who were prescribed Invokana®, Invokamet®, and/or Invokamet XR® in Canada at any time on or before [DATE OF CERTIFICATION]; and (ii) all persons who by virtue of a personal relationship to one or more of such persons described in (i) above have claims for common law or statutory damages (the "Class"). To determine whether you may be eligible to receive compensation, visit <http://www.invokanacanadasettlement.com/>.

If you qualify as a member of the Class and wish to participate in the settlement, you do not need to do anything at this time. If the settlement is approved by the Courts mentioned above, another notice will be published and additional information will be provided on how to make a claim for benefits pursuant to the settlement.

If you qualify as a member of the Class and you do not wish to participate in the settlement, then you must opt out by completing an Opt Out Form and submitting it to Trilogy Class Action Services. Members of the Quebec Class who wish to opt out must send their completed Opt Our Form to Clerk of the Superior Court of Quebec - Montreal Courthouse by mail. Class Members who do not opt out will be bound by the Settlement and the releases in it, if it is approved, and will be entitled to share in any of the benefits that may become available to them as Class Members, provided that they proceed within the timeframes provided for in the Settlement to advance their claims. The deadline to opt out of the settlement and the Proceedings is [INSERT DATE].

If you wish to remain a member of the Class but object to the proposed Settlement, you must submit a written objection no later than [INSERT DATE].

**CONTACT**

This is an abbreviated notice. For the complete notice, including information on benefits that may be available through the settlement, a copy of the settlement agreement, how to participate in the settlement approval hearings, the Opt Out Form, information on how to object to the approval of the settlement agreement, and all other related information is available at <http://www.invokanacanadasettlement.com/> or by contacting:

Trilogy Class Action Services  
Invokana Class Action Settlement  
117 Queen Street, PO Box 1000  
Niagara-on-the-Lake, ON L0S 1J0  
Tel: 1-877-400-1211  
Fax: 1-416-342-1761  
[inquiry@trilogyclassactions.ca](mailto:inquiry@trilogyclassactions.ca)

Please do not call the Defendants or the Courts about these Proceedings.

*This Notice has been approved by the Ontario Superior Court of Justice, the Court of Queen's Bench for Saskatchewan, and the Superior Court of Quebec.*

## Siskinds LLP, Merchant Law Group LLP and Siskinds Desmeules Advocates Announce the Certification and Issue The Notice of Certification and Proposed Settlement of Invokana<sup>®</sup>, Invokamet<sup>®</sup>, and/or Invokamet XR<sup>®</sup> Class Action Litigation

**PLEASE READ CAREFULLY. IGNORING THIS NOTICE WILL AFFECT YOUR LEGAL RIGHTS**

**LONDON, REGINA, QUEBEC CITY: Madeline A. McKinnon of Siskinds LLP, E.F. Anthony Merchant Q.C. of Merchant Law Group, and Karim Diallo of Siskinds Desmeules Advocates** announce that a Canada-wide settlement has been reached in three proposed class actions relating to the prescription drugs Invokana<sup>®</sup>, Invokamet<sup>®</sup>, and Invokamet XR<sup>®</sup>. As a part of the settlement process, the following lawsuits have been certified/authorized as class actions for settlement purposes: Estate of *Raymond Duck v Janssen Inc. et al.*, Ontario Superior Court of Justice (London) Court File No. CV-18-00000570-00CP; *Ronald Allen Fiddler v Janssen Inc. et al.*, Court of Queen's Bench for Saskatchewan (Regina) Court File No. Q.B.G. 2809 of 2015; and *Steven Varnai and Joanne Giroux v Janssen Inc. et al.*, Superior Court of Quebec (District of Montreal – Class Actions) Court File No. 500-06-000906-186.

Hearings to approve the settlement have been scheduled for [DATES].

If the settlement is approved, it will apply to: (i) all persons resident in Canada as of [DATE OF CERTIFICATION] who were prescribed Invokana<sup>®</sup>, Invokamet<sup>®</sup>, and/or Invokamet XR<sup>®</sup> in Canada at any time on or before [DATE OF CERTIFICATION]; and (ii) all persons who by virtue of a personal relationship to one or more of such persons described in (i) above have claims for common law or statutory damages (the "Class").

To determine whether you may be eligible to receive compensation, visit <http://www.invokanacanadasettlement.com/>.

If you qualify as a member of the Class and wish to participate in the settlement, you do not need to do anything at this time. If the settlement is approved by the Courts mentioned above, another notice will be published, and additional information will be provided on how to make a claim.

If you qualify as a Class Member and you do not wish to participate in the settlement, then you must opt out by completing an Opt Out Form and submitting it to Trilogy Class Action Services. Members of the Quebec Class who wish to opt out must send their completed Opt Out Form to the Clerk of the Superior Court of Quebec - Montreal Courthouse by mail. Class Members who do not opt out will be bound by the Settlement and the releases in it, if it is approved, and will be entitled to share in any of the benefits that may become available to them as Class Members, provided that they proceed within the timeframes provided to advance their claims. The deadline to opt out of the settlement and the Proceedings is [INSERT DATE].

If you wish to remain a Class Member but object to the settlement, you must submit a written objection no later than [INSERT DATE].

### CONTACT

This is an abbreviated notice. For the complete notice, including information on benefits that may be available through the settlement, a copy of the Settlement Agreement, how to participate in the settlement approval hearings, the Opt Out Form, information on how to object to the approval of the Settlement Agreement, and all other related information is available at <http://www.invokanacanadasettlement.com/>, or by contacting:

Trilogy Class Action Services  
Invokana Class Action Settlement  
117 Queen Street, PO Box 1000  
Niagara-on-the-Lake, ON L0S 1J0

Tel: 1-877-400-1211  
Fax: 1-416-342-1761  
[inquiry@trilogyclassactions.ca](mailto:inquiry@trilogyclassactions.ca)

Please do not call the Defendants or the Courts about these Proceedings.

*This Notice has been approved by the Ontario Superior Court of Justice,  
the Court of Queen's Bench for Saskatchewan, and the Superior Court of Quebec*

## **SCHEDULE “C”: NOTICE PLAN**

### **NOTICE PLAN**

All capitalized terms not otherwise defined have the meaning ascribed to them in the Settlement Agreement. The Hearing Notice and the Settlement Approval Notice (together the “Notices”) shall be disseminated as follows:

1. The Notices (long form) will be sent by email or direct mail by Class Counsel to any person who has requested it or who has inquired about the Proceedings or who has registered to receive updates through Class Counsel’s websites. Where the person is located in Quebec (or otherwise specifically requests), the Notices will be sent in English and French;
2. The Notices (long form) will be sent by email to each of the Provincial Health Insurers by Class Counsel;
3. The Notices (long form) will be posted by Class Counsel, in English and French, on their websites;
4. The Notices (long form) will be posted by the Claims Administrator, in English and French, on the designated website [www.invokanacanadasettlement.com](http://www.invokanacanadasettlement.com);
5. A national press release, in a form to be agreed upon by the Defendants, will be issued in English and French;
6. The Notices (short form, ¼ page) will be published once, in the weekend edition of the following newspapers:
  - a. The National Post (English);
  - b. Le Journal de Montreal (French);
  - c. Regina Leader Post (English);
  - d. Saskatoon Star Phoenix (English);
  - e. St. John’s Telegram (English);



- f. Telegraph Journal (English); and
  - g. Halifax Chronicle Herald (English);
7. Digital Banner Notices (digital display banner ads), in a form to be agreed upon by the Defendants, will be available for ten (10) business days on the following digital news outlets:
- a. The National Post and their other media properties of the Postmedia Network (in English); and
  - b. La Presse (in French).

## SCHEDULE “D”: OPT-OUT FORM

### OPT OUT FORM INVOKANA CLASS ACTIONS

**Complete and return this Opt-Out Form by no later than [DATE], ONLY IF YOU DO NOT WISH TO PARTICIPATE IN THE INVOKANA CLASS ACTIONS.**

For the purposes of this Opt Out Form, the following definitions apply:

“**Settlement**” means the settlement agreement made as between the Plaintiffs and the Defendants, a copy of which is available at: <http://www.invokanacanadasettlement.com/>

“**Invokana Class Actions**” means the following actions: *Estate of Raymond Duck v Janssen Inc. et al.*, Ontario Superior Court of Justice (London) Court File No. CV-18-00000570-00CP; *Ronald Allen Fiddler v Janssen Inc. et al.*, Court of Queen’s Bench for Saskatchewan (Regina) Court File No. Q.B.G. 2809 of 2015; and *Steven Varnai and Joanne Giroux v Janssen Inc. et al.*, Superior Court of Quebec (District of Montreal – Class Actions) Court File No. 500-06-000906-186

#### Consequences of Opting Out

By completing and returning this Opt Out Form as set out below, you are choosing:

- 1) **not** to take part in the Settlement,
- 2) **not** to participate in any way in the Class Actions, AND
- 3) **not** to participate in any benefits arising from the Settlement or the Class Actions.

If you complete this Opt Out Form you will not be bound by the Settlement or the release in the Settlement, but you will also not be entitled to share in any of the proceeds that may become available to Class Members as part of the Settlement.

In order to be effective, this form must be fully completed and sent to the Claims Administrator at the address set out below and must be received or postmarked no later than [DATE]. Opt Out Forms received or postmarked after [DATE] will not be accepted. For more information on the Settlement Agreement and the Invokana Class Actions, please visit <http://www.invokanacanadasettlement.com/>

**Your name:** \_\_\_\_\_ (required)

**Your address:** \_\_\_\_\_ (required)

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**Province in which you purchased, ingested, used, or acquired your Invokana<sup>®</sup>, Invokamet<sup>®</sup>, and/or Invokamet XR<sup>®</sup> prescription:** \_\_\_\_\_ (required)

**Your telephone number:** (\_\_\_\_) \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_ (required)

**Your email address:** \_\_\_\_\_ (optional)

#### Declaration:

I wish to opt out of the Settlement and the Invokana Class Actions. I understand that by submitting this Opt-Out Form I will not receive any benefits under the Settlement but will not be bound by the Settlement.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

#### Return completed Opt-Out Form to Trilogy Class Action Services by mail or email:

Trilogy Class Action Services  
Invokana Class Action Settlement  
117 Queen Street, PO Box 1000  
Niagara-on-the-Lake, ON L0S 1J0  
inquiry@trilogyclassactions.ca

For Quebec Class Members the completed Opt Out Form may also be returned directly to the Superior Court of Quebec at the Montreal Courthouse

**SCHEDULE “E”: SETTLEMENT APPROVAL ORDERS**

COURT FILE NUMBER: Q.B.G. 2809 OF 2015

COURT OF QUEEN’S BENCH FOR SASKATCHEWAN

JUDICIAL CENTRE: REGINA

PLAINTIFF(S): RONALD ALLEN FIDDLER

DEFENDANT(S): JANSSEN INC., JANSSEN PHARMACEUTICALS INC.,  
JANSSEN ORTHO LLC, JOHNSON & JOHNSON, and  
JOHNSON & JOHNSON INC.

Brought under *The Class Actions Act*

**ORDER**

Before the Honourable Justice G.G. Mitchell in chambers this \*th day of ●, 2021

**THIS APPLICATION** made by the Plaintiffs for an Order approving a national settlement was heard this day in ●.

**UPON READING** the materials filed, including the Settlement Agreement dated [date] 2021 (the “Settlement Agreement”), and on hearing the submissions of counsel for the Plaintiffs and counsel for the Defendants [and any objectors/ or reading submissions of any objectors], fair and adequate notice of this hearing having been provided to Class Members in accordance with the Certification and Hearing Notice Order of this Court dated [insert], 2021, and upon being advised that the parties consent to this Order.

**THIS COURT ORDERS THAT:**

**Settlement Approval**

1. The definitions in the Settlement Agreement are incorporated into and shall be applied in interpreting this Order.
2. In the event of a conflict between the terms of this Order and the Settlement Agreement, the terms of this Order shall prevail.

3. All provisions of the Settlement Agreement (including its Preamble & Recitals and Definitions) form part of this Order and are binding upon the Class Members who did not opt-out of this action in accordance with the Certification and Hearing Notice Order dated •, including those persons who are mentally incapable, Class Counsel, the Provincial Health Insurers, and the Defendants.
4. The settlement of this action, as set out in the Settlement Agreement, is fair and reasonable and in the best interests of Class Members and is hereby approved pursuant to section 38 *The Class Actions Act*, S.S. 2001, c.C-12.01, and shall be implemented and enforced in accordance with its terms.

#### **Notice and Notice Plan**

5. The form and content of the Settlement Approval Notice (long, abridged and press release form) substantially in the form attached to this Order as Schedule “A” is hereby approved.
6. The form and content of the Settlement Approval Notice Plan substantially in the form attached to this Order as Schedule “B” is hereby approved.

#### **Release and Dismissal**

7. The releases provided at section [8] of the Settlement Agreement are approved and will take effect upon the Effective Date.
8. The Settlement Agreement and this Order are binding upon Class Members, whether or not such Class Members receive or claim compensation, including persons who are minors or are mentally incapable, and the need for service or notice of this or any further or subsequent steps in these proceedings on the Public Guardian and Trustee, as well as all other requirements in *The Public Guardian and Trustee Act* and rules 2-14 to 2-22 of the Rules, are hereby dispensed with.
9. Upon the Effective Date, each Releasor has released and shall be conclusively deemed to have forever and absolutely released the Released Parties from the Released Claims.

10. Upon the Effective Date, each Class Member shall be deemed to have consented to the dismissal of any other action or proceeding he or she may have commenced asserting Released Claims as against the Released Parties, without costs and with prejudice.
11. Upon the Effective Date, Class Members shall not institute, continue, maintain or assert, either directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, on their own behalf or on behalf of any class or any other Person, any action, suit, cause of action, claim or demand against any Released Party, or against any other person that is entitled to claim contribution or indemnity from any Released Party, in respect of any Released Claim.
12. The Parties may, without further notice to the Class or further Order of the Court, amend, modify or expand the terms and provisions of the Settlement Agreement by written agreement provided any such changes are consistent with this Order and do not limit the rights of Class Members under the Settlement Agreement.
13. Neither the Settlement Agreement (including all terms thereof), nor its performance and implementation, shall be construed as any admission by the Defendants, including but not limited as to: (1) the validity of any claim, theory, or fact; (2) any liability, fault, or responsibility; or (3) the existence, cause, or extent of any damages or losses alleged or suffered by any Class Member.
14. Other than that which has been provided in the Settlement Agreement, no Releasee shall have any responsibility or liability whatsoever relating to the administration of the Settlement Agreement.
15. The approval of the Settlement Agreement is contingent upon certain events arising in respect of the Defendants in proceedings:
  - i. Raymond Duck v Janssen Inc., Janssen Pharmaceuticals, Inc., Johnson & Johnson, and Johnson & Johnson Inc.; commenced in the Toronto office of the Superior Court of Justice of Ontario under Court File No.CV-18-00000570-00CP; and
  - ii. Steven Varnai and Joanne Giroux v Janssen Inc., Janssen Pharmaceuticals, Inc., Janssen Ortho LLC, Johnson & Johnson, and Johnson & Johnson Inc., Court File No. 500-06-000906-186, before the Superior Court of Quebec,

and the terms of this Order shall not be effective unless and until the Settlement Agreement is approved by the Ontario and Quebec Courts and the proceedings in Ontario and Quebec are dismissed. If such orders or dispositions are not secured in Ontario and Quebec, this Order shall be null and void without prejudice to the rights of the Parties to proceed with the Saskatchewan Proceeding and any agreement between the Parties incorporated into this Order shall be deemed in any subsequent proceedings to have been made without prejudice.

16. This Order shall be declared null and void in the event that the Settlement Agreement is terminated in accordance with its terms or otherwise fails to take effect for any reason.
17. On notice to the Court but without further order of the Court, the parties to the Settlement Agreement may agree to reasonable extensions of time to carry out any provisions of the Settlement Agreement.
18. For purposes of administration and enforcement of the Settlement Agreement and this Order, this Court will retain an ongoing supervisory role and the Parties acknowledge and attorn to the jurisdiction of this Court solely for the purpose of implementing, administering and enforcing the Settlement Agreement and this Order, and subject to the terms and conditions set out in the Settlement Agreement and this Order.
19. Upon the Effective Date, this Saskatchewan Proceeding is hereby dismissed against the Defendants, without costs and with prejudice, and such dismissal shall be a defence to any subsequent action in respect of the subject matter hereof.

ISSUED at Regina, Saskatchewan, this \_\_\_\_\_ day of ●, 2021.

---

(Deputy) Local R

Before the The Honourable Justice G.G. Mitchell in chambers this \*th day of ●, 2021

**ONTARIO  
SUPERIOR COURT OF JUSTICE**

BETWEEN:

The Estate of Raymond Duck

Plaintiff

- and -

JANSSEN INC., JANSSEN PHARMACEUTICALS INC., JOHNSON & JOHNSON INC.,  
JOHNSON & JOHNSON

Defendants

Proceeding under the *Class Proceedings Act, 1992*

**ORDER**

**(Settlement Approval)**

Before the The Honourable Justice Leitch in chambers this •<sup>th</sup> day of •, 2021

**THIS MOTION** made by the Plaintiffs for an Order approving a national settlement was heard this day in London, Ontario.

**UPON READING** the materials filed, including the Settlement Agreement dated [**date**] 2021 (the “Settlement Agreement”), and on hearing the submissions of counsel for the Plaintiffs and counsel for the Defendants [**and any objectors/ or reading submissions of any objectors**], fair and adequate notice of this hearing having been provided to Class Members in accordance with the Certification and Hearing Notice Order of this Court dated [**insert**], 2021, and upon being advised that the parties consent to this Order.

**THIS COURT ORDERS THAT:**

**Settlement Approval**

1. The definitions in the Settlement Agreement are incorporated into and shall be applied in interpreting this Order.
2. In the event of a conflict between the terms of this Order and the Settlement Agreement, the terms of this Order shall prevail.
3. All provisions of the Settlement Agreement (including its Preamble & Recitals and Definitions) form part of this Order and are binding upon the Class Members who did not opt-out of this action in accordance with the Certification and Hearing Notice Order dated •, including those persons who are mentally incapable, Class Counsel, the Provincial Health Insurers, and the Defendants.
4. The settlement of this action, as set out in the Settlement Agreement, is fair and reasonable and in the best interests of Class Members and is hereby approved pursuant to section 29 of the *Class Proceedings Act, 1992*, and shall be implemented and enforced in accordance with its terms.

**Notice and Notice Plan**

5. The form and content of the Settlement Approval Notice (long, abridged and press release form) substantially in the form attached to this Order as Schedule “A” is hereby approved.
6. The form and content of the Settlement Approval Notice Plan substantially in the form attached to this Order as Schedule “B” is hereby approved.

**Release and Dismissal**

7. The releases provided at section [8] of the Settlement Agreement are approved and will take effect upon the Effective Date.
8. The Settlement Agreement and this Order are binding upon Class Members, whether or not such Class Members receive or claim compensation, including persons who are minors



or are mentally incapable, and the requirements of Rules 7.04(1) and 7.04(8) of the Rules of Civil Procedure, RRO 1990, Reg 194 are dispensed with in respect of the Action.

9. Upon the Effective Date, each Releasor has released and shall be conclusively deemed to have forever and absolutely released the Released Parties from the Released Claims.
10. Upon the Effective Date, each Class Member shall be deemed to have consented to the dismissal of any other action or proceeding he or she may have commenced asserting Released Claims as against the Released Parties, without costs and with prejudice.
11. Upon the Effective Date, Class Members shall not institute, continue, maintain or assert, either directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, on their own behalf or on behalf of any class or any other Person, any action, suit, cause of action, claim or demand against any Released Party, or against any other person that is entitled to claim contribution or indemnity from any Released Party, in respect of any Released Claim.
12. The Parties may, without further notice to the Class or further Order of the Court, amend, modify or expand the terms and provisions of the Settlement Agreement by written agreement provided any such changes are consistent with this Order and do not limit the rights of Class Members under the Settlement Agreement.
13. Neither the Settlement Agreement (including all terms thereof), nor its performance and implementation, shall be construed as any admission by the Defendants, including but not limited as to: (1) the validity of any claim, theory, or fact; (2) any liability, fault, or responsibility; or (3) the existence, cause, or extent of any damages or losses alleged or suffered by any Class Member.
14. Other than that which has been provided in the Settlement Agreement, no Releasee shall have any responsibility or liability whatsoever relating to the administration of the Settlement Agreement.
15. The approval of the Settlement Agreement is contingent upon certain events arising in respect of the Defendants in proceedings:

i. Ronald Allen Fiddler v Janssen Inc., Janssen Pharmaceuticals, Inc., Janssen Ortho LLC, Johnson & Johnson, and Johnson & Johnson Inc., Court File Number Q.B.G. 2809 of 2015, before the Court of Queen's Bench for Saskatchewan; and

ii. Steven Varnai and Joanne Giroux v Janssen Inc., Janssen Pharmaceuticals, Inc., Janssen Ortho LLC, Johnson & Johnson, and Johnson & Johnson Inc., Court File No. 500-06-000906-186, before the Superior Court of Quebec,

and the terms of this Order shall not be effective unless and until the Settlement Agreement is approved by the Saskatchewan and Quebec Courts and the proceedings in Saskatchewan and Quebec are dismissed. If such orders or dispositions are not secured in Saskatchewan and Quebec, this Order shall be null and void without prejudice to the rights of the Parties to proceed with the Ontario Proceeding and any agreement between the Parties incorporated into this Order shall be deemed in any subsequent proceedings to have been made without prejudice.

16. This Order shall be declared null and void in the event that the Settlement Agreement is terminated in accordance with its terms or otherwise fails to take effect for any reason.
17. For purposes of administration and enforcement of the Settlement Agreement and this Order, this Court will retain an ongoing supervisory role and the Parties acknowledge and attorn to the jurisdiction of this Court solely for the purpose of implementing, administering and enforcing the Settlement Agreement and this Order, and subject to the terms and conditions set out in the Settlement Agreement and this Order.
18. On notice to the Court but without further order of the Court, the parties to the Settlement Agreement may agree to reasonable extensions of time to carry out any provisions of the Settlement Agreement.
19. Upon the Effective Date, this Ontario Proceeding is hereby dismissed against the Defendants, without costs and with prejudice, and such dismissal shall be a defence to any subsequent action in respect of the subject matter hereof.

ISSUED at London, Ontario, this \_\_\_\_\_ day of •, 2021.

**SUPERIOR COURT**  
**(Class Actions Division)**

CANADA  
PROVINCE OF QUEBEC  
DISTRICT OF MONTRÉAL

N° : 500-06-000906-186

DATE : ●2021

---

**PRESIDING: THE HONOURABLE DONALD BISSON, J.C.S.**

---

**STEVEN VARNAI**  
and  
**JOANNE GIROUX**  
Applicants

v.

**JANSSEN INC.**  
and  
**JANSSEN PHARMACEUTICALS INC.**  
and  
**JANSSEN ORTHO LLC.**  
and  
**JOHNSON & JOHNSON INC.**  
and  
**JOHNSON & JOHNSON**  
Defendants

---

**JUDGEMENT ON AN APPLICATION FOR CLASS ACTION  
SETTLEMENT APPROVAL**

---

[1] **WHEREAS** the parties are involved in a dispute of the nature of a class action;

[2] **WHEREAS** a national settlement agreement dated ● was reached between the Applicants and the Defendants (the “**Settlement Agreement**”);

[3] **WHEREAS** the Applicants have asked the Court to approve the Settlement Agreement and the notices to members to announce its approval;

[4] **CONSIDERING** the order rendered on ● by which the Court authorized the class action for settlement purposes, and approved and ordered the publication of Hearing Notices to Class Members;

[5] **CONSIDERING** that notices to Class Members were disseminated in a timely manner in French and English;

[6] **CONSIDERING** that no objection to the Settlement Approval Orders was received before the expiry of the deadline set for objecting;

[7] **CONSIDERING** that no member of the Quebec Class has appeared before this Court to oppose to the approval of the settlement;

[8] **CONSIDERING** that the Opt Out Deadline was ● and no Class Member exercised his or her right to opt-out;

[9] **CONSIDERING** article 590 of the *Code of Civil Procedure*;

[10] **CONSIDERING** the application has been duly notified to the Fonds d’aide aux actions collectives [who does not oppose the application];

[11] **UPON REVIEW**, the application should be granted;

**FOR THESE REASONS, THE COURT :**

[12] **GRANTS** the application;

**Settlement Approval**

[13] **DECLARES** that for the purposes of this order, the definitions set out in the Settlement Agreement, attached as Schedule “A” to this order, are incorporated into and shall be applied in interpreting this order;

[14] **DECLARES** that the event of a conflict between the terms of this order and the Settlement Agreement, the terms of this order shall prevail;

[15] **DECLARES** that the Settlement Agreement is fair, reasonable and in the best interests of members of the Quebec Class and constitutes a transaction within the meaning of article 2631 of the *Civil Code of Québec*;

[16] **APPROVES** the Settlement Agreement in accordance with article 590 of the *Code of Civil Procedure* and **ORDERS** that it be implemented in accordance with its terms;

[17] **DECLARES** that all provisions of the Settlement Agreement (including its recitals and definitions) form part of this order and are binding upon the Class Members who did not opt-out of this action in accordance with the authorization and hearing notice order issued on ●, including

those persons who are mentally incapable, Class Counsel, the provincial health Insurers and the Defendants;

### **Notices**

[18] **APPROVES** the Settlement Approval Notice (long, abridged and press release form) in English and French, substantially in the form attached to this Order as Schedule “B”

[19] **APPROVES** the form and content of the Settlement Approval Notice Plan substantially in the form attached to this Order as Schedule “C” and **ORDERS** that the dissemination of the notices to members be made in accordance with the Settlement Approval Notice Plan;

### **Release**

[20] **DECLARES** that the release as provided at section 8 of the Settlement Agreement is approved and will take effect upon the Effective Date;

[21] **DECLARES** that the Settlement Agreement and this order are binding upon Class Members, whether or not such Class Members receive or claim compensation, including persons who are minors or are mentally incapable;

[22] **DECLARES** that upon the Effective Date, each Releasor has released and shall be conclusively deemed to have forever and absolutely released the Released Parties from the Released Claims;

[23] **DECLARES** that upon the Effective Date, each Class Member shall be deemed to have consented to the dismissal of any other action or proceeding he or she may have commenced in respect of the Released Claims as against the Released Parties, without costs and with prejudice;

[24] **DECLARES** that upon the Effective Date, each member of the Quebec Class who files a claim under the Settlement shall be deemed to have consented to the dismissal against the Released Parties of all other actions he or she commenced without costs and without prejudice, except those deemed excluded pursuant to article 580(2) of the *Code of Civil Procedure*;

[25] **DECLARES** that upon the Effective Date, Class Members shall not institute, continue, maintain or assert, either directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, on their own behalf or on behalf of any class or any other Person, any action, suit, cause of action, claim or demand against any Released Party, or against any other person that is entitled to claim contribution or indemnity from any Released Party, in respect of any Released Claim;

[26] **DECLARES** that the parties may, without further notice to Class Members or further order of the Court, amend, modify or expand the terms and provisions of the Settlement Agreement by written agreement provided any such changes are consistent with this order and do not limit the rights of Class Members under the Settlement Agreement;

[27] **DECLARES** that neither the Settlement Agreement (including all terms thereof), nor its performance and implementation, shall be construed as any admission by the Defendants, including but not limited as to: (1) the validity of any claim, theory, or fact; (2) any liability, fault, or responsibility; or (3) the existence, cause, or extent of any damages or losses alleged or suffered by any Class Member;

[28] **TAKES NOTICE** that the Settlement Agreement is contingent upon Settlement Approval Orders being made by the Saskatchewan Court of Queen’s Bench and the Superior Court of

Justice of Ontario, and the Dismissal Order being made by the Superior Court of Justice of Ontario, and **ORDERS** that the terms of this order shall have no force or effect unless and until such judgments are rendered;

[29] **ORDERS** that this Order shall be null and void in the event the Settlement Agreement is terminated in accordance with its terms;

[30] **DECLARES** that upon the Effective Date, this Quebec Proceeding is hereby dismissed against the Defendants, without costs and with prejudice, and such dismissal shall be a defence to any subsequent action in respect of the subject matter hereof;

[31] **THE WHOLE** without costs.

---

DONALD BISSON, J.C.S.

Me Karim Diallo  
Me Erika Provencher  
SISKINDS, DESMEULES, AVOCATS

Lawyers for the Applicants

Me Marianne Ignacz  
INF LLP  
Lawyers for the Defendants

Schedule A: Settlement Agreement

Schedule B: Settlement Approval Notice (long, abridged and press release form)

Schedule C: Settlement Approval Notice Plan

## SCHEDULE “F”: LONG, ABRIDGED AND PRESS RELEASE FORM OF SETTLEMENT APPROVAL NOTICE

### **INVOKANA® INVOKAMET® INVOKAMET XR® LITIGATION: NOTICE OF SETTLEMENT APPROVAL**

#### **PLEASE READ CAREFULLY. IGNORING THIS NOTICE WILL AFFECT YOUR LEGAL RIGHTS**

This Notice contains a summary of some of the terms of the Settlement Agreement. All capitalized terms not otherwise defined have the meaning ascribed to them in the Settlement Agreement. If there is a conflict between the provisions of this Notice and the Settlement Agreement, the terms of the Settlement Agreement shall prevail.

#### **NOTICE OF SETTLEMENT APPROVAL**

This is a notice for Class Members in the following Proceedings: *Estate of Raymond Duck v Janssen Inc. et al.*, Ontario Superior Court of Justice (London) Court File No. CV-18-00000570-00CP; *Ronald Allen Fiddler v Janssen Inc. et al.*, Court of Queen’s Bench for Saskatchewan (Regina) Court File No. Q.B.G. 2809 of 2015; and *Steven Varnai and Joanne Giroux v Janssen Inc. et al.*, Superior Court of Quebec (District of Montreal – Class Actions) Court File No. 500-06-000906-186. The Proceedings raised various allegations against the Defendants and sought damages on behalf of Canadians for harm and injuries which were allegedly related to the use of Invokana®, Invokamet®, and Invokamet XR®. The Settlement of the Proceedings has been approved by the Courts.

#### **WHO IS INCLUDED**

The Settlement applies to: (i) all persons resident in Canada as of [DATE OF CERTIFICATION] who were prescribed Invokana®, Invokamet®, and/or Invokamet XR® in Canada at any time on or before [DATE OF CERTIFICATION]; and (ii) all persons who by virtue of a personal relationship to one or more of such persons described in (i) above have claims for common law or statutory damages.

#### **SUMMARY OF THE SETTLEMENT**

The Settlement provides for the payment of \$1,500,000, which will be used to pay approved claims, the related claims of the Provincial Health Insurers, the costs of notice and administering the settlement, and Class Counsel legal fees, disbursements, and applicable taxes.

The defendants deny all allegations and deny any wrongdoing or liability. The Court has not taken any position on the merits of the arguments of either the plaintiffs or the defendants, but has determined that the Settlement Agreement is fair, reasonable, and in the best interests of the Class Members. A term of the settlement is that the Proceedings will be dismissed or discontinued, which means that the lawsuit has come to an end, and there will be no trial.

#### **PARTICIPATING IN THE SETTLEMENT**

Class Members who satisfy the eligibility criteria set out in the Compensation Protocol may be entitled to benefits that will be calculated in accordance with the points system detailed in the Compensation Protocol.

**Until all claims have been adjudicated it will not be possible to determine the exact value of the compensation that may be paid to eligible claimants.**

The types of medical conditions that may qualify Class Members for compensation include acute kidney injury, diabetic ketoacidosis, and lower limb loss. You may be eligible for compensation under the Compensation Protocol if you began using or filled a prescription for Invokana®, Invokamet®, or Invokamet XR® prior to the dates below and experienced the relevant medical conditions prior to the dates below:

- for acute kidney injury, January 25, 2016;

- for diabetic ketoacidosis, May 31, 2016; and
- for lower limb loss, September 6, 2017.

You may also be eligible for compensation if you experienced the relevant medical conditions listed above within three (3) months after the corresponding dates above if (i) you started using Invokana<sup>®</sup>, Invokamet<sup>®</sup>, or Invokamet XR<sup>®</sup> at least 30 days before said dates, and (ii) you used it continuously from that date to the time of the medical condition, without having either attended your prescribing physician or had your prescription renewed.

Compensation will also be paid to eligible Class Members estates.

10% of the Settlement Amount will be allocated to a Provincial Health Care Recovery Fund for the recovery of costs of insured health or medical services by the Provincial Health Insurers.

Any undistributed balance of the settlement amount as determined by the Claims Administrator will be donated, *cy près* to an organization(s) to benefit diabetic health and research, as approved by the Courts and advised by Class Counsel, subject to any amounts payable to the *Fonds d'aide aux actions collective*.

### **MAKING A CLAIM**

To make a claim under the Settlement, you must complete and submit a Claim Form (including the necessary supporting Injury Evidence and Prescription Evidence detailed in the Compensation Protocol) to the Claims Administrator before the **CLAIM DEADLINE**. **If you do NOT submit your Claim on time, you will not be eligible for any benefits under the Settlement Agreement.**

For further details on how claims will be evaluated, you should refer to the Compensation Protocol available at <http://www.invokanacanadasettlement.com/>.

The claim form requires that you provide medical records which can be time consuming to retrieve. **It is very important that you start this process as soon as possible, if you or your lawyer have not already done so.** You may wish to retain a lawyer to assist you in this process. You can retain Class Counsel or a lawyer of your choice.

### **LEGAL FEES**

The Courts approved Class Counsel's legal fees in the amount of \$● plus applicable taxes and disbursements in the amount of \$● plus applicable taxes. Class Counsel were retained on a contingency basis and were responsible for funding all expenses incurred in pursuing this litigation.

### **FOR MORE INFORMATION:**

If you have questions about the Settlement, or would like to obtain more information or copies of the Settlement Agreement, Compensation Protocol or other related documents, in English or French, please visit the settlement website at <http://www.invokanacanadasettlement.com/>, or contact the Claims Administrator or Class Counsel.

This Notice is a summary of the Settlement. You should consult the Settlement Agreement or contact Class Counsel or Trilogy Class Action Services for specific details as to your rights and obligations under the Settlement.

### **CLAIMS ADMINISTRATOR:**

**Trilogy Class Action Services**  
Invokana Class Action Settlement  
117 Queen Street, PO Box 1000  
Niagara-on-the-Lake, ON L0S 1J0



Tel: 1-877-400-1211  
Fax: 1-416-342-1761  
inquiry@trilogyclassactions.ca

**CLASS COUNSEL:**

<b>Siskinds LLP</b>	<b>Siskinds Desmeules, Avocats</b>	<b>Merchant Law Group LLP</b>
275 Dundas Street London, Ontario, N6A 3V8 Tel.: (519) 672-2121 Fax: (519) 672-6065  Madeline A. McKinnon madeline.mckinnon@siskinds.com	43 rue Buade, Bureau 320 Quebec City (QC) G1R 4A2 Tel.: (418) 694-2009 Fax: (418) 694-0281  Erika Provencher erika.provencher@siskindsdesmeules.com	100-2401 Saskatchewan Drive Regina, Saskatchewan, S4P 4H8 Tel.: (306) 359-7777 Fax: (306) 522-3299  E.F. Anthony Merchant, Q.C. tmerchant@merchantlaw.com

**PLEASE DO NOT CALL THE DEFENDANTS OR THE COURTS ABOUT THESE PROCEEDINGS.**

*This Notice has been approved by the Ontario Superior Court of Justice, the Court of Queen's Bench for Saskatchewan, and the Superior Court of Quebec*

**INVOKANA® INVOKAMET® INVOKAMET XR® LITIGATION: NOTICE OF SETTLEMENT APPROVAL**

**PLEASE READ CAREFULLY. IGNORING THIS NOTICE WILL AFFECT YOUR LEGAL RIGHTS**

A Canada-wide settlement has been reached in three class actions relating to the prescription drugs Invokana®, Invokamet®, and Invokamet XR®. The Settlement of the Proceedings has been approved by the Courts. The Defendants deny all allegations and deny any wrongdoing or liability.

If you were prescribed Invokana®, Invokamet®, and Invokamet XR® at any time on or before **[DATE OF CERTIFICATION]** and subsequently experienced acute kidney injury, diabetic ketoacidosis, or lower limb loss, you may be entitled to compensation. The Settlement provides for the payment of \$1,500,000, which will be used to pay approved claims, the related claims of the Provincial Health Insurers, the costs of notice and administering the settlement, and Class Counsel legal fees, disbursements, and applicable taxes.

The Court has approved a Compensation Protocol that determines which Class Members are eligible for compensation and in what amount. For more information about how compensation is determined, you should review the long form Notice, Compensation Protocol, Settlement Agreement and related documents at <http://www.invokanacanadasettlement.com/>, or contact the Claims Administrator or Class Counsel listed below.

**PARTICIPATING IN THE SETTLEMENT**

To make a claim for compensation under the Settlement Agreement, you must complete and submit a Claim Form (including the necessary supporting Injury Evidence and Prescription Evidence detailed in the Compensation Protocol) to the Claims Administrator before **[CLAIM DEADLINE]**. **If you do NOT submit your Claim on time, you will not be eligible for any benefits under the Settlement Agreement.**

The claim form requires that you provide medical records which can be time consuming to retrieve. **It is very important that you start this process as soon as possible, if you or your lawyer have not already done so.** You may wish to retain a lawyer to assist you in this process. You can retain Class Counsel or a lawyer of your choice.

**FOR MORE INFORMATION:**

If you have questions about the Settlement and/or would like to obtain more information, please visit <http://www.invokanacanadasettlement.com/> or contact the Claims Administrator or Class Counsel.

**Trilogy Class Action Services (Claims Administrator)**

Invokana Class Action Settlement  
117 Queen Street, PO Box 1000  
Niagara-on-the-Lake, ON L0S 1J0  
Tel: 1-877-400-1211  
Fax: 1-416-342-1761  
[inquiry@trilogyclassactions.ca](mailto:inquiry@trilogyclassactions.ca)

Class Counsel		
<b>Siskinds LLP</b>	<b>Siskinds Desmeules, Avocats</b>	<b>Merchant Law Group LLP</b>
275 Dundas Street London, Ontario, N6A 3V8 Tel.: (519) 672-2121 Fax: (519) 672-6065	43 rue Buade, Bureau 320 Quebec City (QC) G1R 4A2 Tel.: (418) 694-2009 Fax: (418) 694-0281  Erika Provencher	100-2401 Saskatchewan Drive Regina, Saskatchewan, S4P 4H8 Tel.: (306) 359-7777 Fax: (306) 522-3299  E.F. Anthony Merchant, Q.C.

Madeline A. McKinnon madeline.mckinnon@siskinds.com	erika.provencher@siskindsdesmeules.com	tmerchant@merchantlaw.com
--	--	---------------------------

## Siskinds LLP, Merchant Law Group LLP and Siskinds Desmeules Advocates Announce the Settlement of the Invokana<sup>®</sup>, Invokamet<sup>®</sup> and/or Invokana XL<sup>®</sup> Class Action Litigation

**PLEASE READ CAREFULLY. IGNORING THIS NOTICE WILL AFFECT YOUR LEGAL RIGHTS**

**LONDON, REGINA, QUEBEC CITY: Madeline A. McKinnon of Siskinds LLP, E.F. Anthony Merchant Q.C. of Merchant Law Group, and Karim Diallo of Siskinds Desmeules Advocates** announce that a Canada-wide settlement has been reached in three class actions relating to the prescription drugs Invokana<sup>®</sup>, Invokamet<sup>®</sup>, and Invokamet XR<sup>®</sup>. The Settlement of the Proceedings has been approved by the Courts. The Defendants deny all allegations and deny any wrongdoing or liability.

If you were prescribed Invokana<sup>®</sup>, Invokamet<sup>®</sup>, and Invokamet XR<sup>®</sup> at any time on or before **[DATE OF CERTIFICATION]** and subsequently experienced acute kidney injury, diabetic ketoacidosis, or lower limb loss, you may be entitled to compensation. The Settlement provides for the payment of \$1,500,000, which will be used to pay approved claims, the related claims of the Provincial Health Insurers, the costs of notice and administering the settlement, and Class Counsel legal fees, disbursements, and applicable taxes.

The Court has approved a Compensation Protocol that determines which Class Members are eligible for compensation and in what amount. For more information about how compensation is determined, you should review the long-form Notice, Compensation Protocol, Settlement Agreement and related documents at <http://www.invokanacanadasettlement.com/>.

To make a claim for compensation under the Settlement Agreement, you must complete and submit a Claim Form (including the necessary supporting evidence detailed in the Compensation Protocol) to the Claims Administrator before **[CLAIM DEADLINE]**. **If you do NOT submit your Claim on time, you will not be eligible for any benefits under the Settlement Agreement.**

The claim form requires that you provide medical records which can be time consuming to retrieve. **It is very important that you start this process as soon as possible, if you or your lawyer have not already done so.** You may wish to retain a lawyer to assist you in this process. You can retain Class Counsel or a lawyer of your choice.

### CONTACT

This is an abbreviated notice. For the complete notice, including information on benefits that may be available through the settlement, and to obtain a copy of the settlement agreement and Compensation Protocol visit <http://www.invokanacanadasettlement.com/> or contact:

Trilogy Class Action Services  
Invokana Class Action Settlement  
117 Queen Street, PO Box 1000  
Niagara-on-the-Lake, ON L0S 1J0

Tel: 1-877-400-1211  
Fax: 1-416-342-1761  
[inquiry@trilogyclassactions.ca](mailto:inquiry@trilogyclassactions.ca)

Please do not call the Defendants or the Courts about these Proceedings.

*This Notice has been approved by the Ontario Superior Court of Justice, the Court of Queen's Bench for Saskatchewan, and the Superior Court of Quebec*

**SCHEDULE “G”: LIST OF PROVINCIAL HEALTH INSURERS**

<b>Province/ Territory</b>	<b>Ministry / Department</b>	<b>Legislation</b>	<b>Right of Recovery</b>
Nova Scotia	Minister of Health and Wellness Department of Health and Wellness	<i>Health Services and Insurance Act</i> , RSNS 1989, c 197	“cost of the care, services and benefits”
New Brunswick	Minister of Health  Executive Council	<i>Medical Services Payment Act</i> , RSNB 1973, c M-7  <i>Health Services Act</i> , RSNB 2014, c 112	“entitled services”
Prince Edward Island	Minister of Health and Wellness	<i>Health Services Payment Act</i> , RSPEI 1988, c H-2  <i>Hospital and Diagnostic Services Insurance Act</i> , RSPEI 1988, c H-8	“basic health services” “insured services”
Newfoundland and Labrador	Minister of Health and Community Services	<i>Medical Care and Hospital Insurance Act</i> , SNL2016 cM-5.01	“insured services”
Ontario	Minister of Health and Minister of Long-Term Care	<i>Health Insurance Act</i> , RSO 1990 c H 6  <i>Home Care and Community Services Act 1994</i> , S.O., 1994, c.26	“insured services” “approved services”
Manitoba	Minister of Health, Seniors and Active Living	<i>Health Services Insurance Act</i> , CCSM, 2015 c H35	“insured services”
Saskatchewan	Minister of Health	<i>The Health Administration Act</i> , SS 2014, c E-13.1	“health services”
Quebec	Régie de l’assurance maladie du Québec	<i>Health Insurance Act</i> , 2017 CQLR c A-29	“insured services”

<b>Province/ Territory</b>	<b>Ministry / Department</b>	<b>Legislation</b>	<b>Right of Recovery</b>
		<i>Hospital Insurance Act, CQLR c A-28</i>	
Yukon	Minister of Health and Social Services	<i>Hospital Insurance Services Act, RSY 2002, c 112</i> <i>Health Care Insurance Plan Act, RSY 2002, c.107</i>	“insured services” “insured health services”
Northwest Territories and Nunavut	Minister of Health and Social Services	<i>Hospital Insurance and Health and Social Services Administration Act, RSNWT 1998, c T-3</i> <i>Medical Care Act, R.S.N.W.T. 1988, c.M-8</i>	“insured services”
Alberta	Minister of Health	<i>Crown’s Right of Recovery Act, SA 2009, c C-35</i>	“the Crown’s cost of health services”
British Columbia	Minister of Health	<i>Healthcare Costs Recovery Act, SBC 2008 c. 27</i>	“health care services”

## **SCHEDULE “H”: PROVINCIAL HEALTH INSURER CONSENT AND RELEASE**

**WHEREAS** [province specific legislation] (the “**Act**”) permits a direct or subrogated claim (a “**Claim**”) for the recovery of the costs for [insured services or analogous term] that have been incurred in the past and that will probably be incurred in the future and as further described in the Act and its regulations (collectively [“**Insured Services or Analogous Term**”]);

**AND WHEREAS** proceedings were commenced in Saskatchewan, Ontario , and Quebec against Janssen Inc., Janssen Pharmaceuticals, Inc., Janssen Ortho LLC, Johnson & Johnson, and Johnson & Johnson Inc., (collectively, the “**Defendants**”) on behalf of proposed classes of Canadian residents who have been prescribed Invokana Product(s) (as defined in the Settlement Agreement) (the “**Proceedings**”);

**AND WHEREAS** pursuant to a Settlement Agreement dated ● (the “**Settlement Agreement**”) the Proceedings and all of the present and future claims of Class Members (as defined in the Settlement Agreement) for or relating in any way to Invokana Product(s) are to be fully resolved, on a national basis, without admission of liability;

**AND WHEREAS** the Provincial Health Insurer (as defined in the Settlement Agreement) hereby consents to the Settlement Agreement;

**AND WHEREAS** pursuant to the Settlement Agreement, Class Members will have an opportunity to submit individual claims for settlement benefits (the “**Settling Claimants**” as further defined in the Settlement Agreement);

**IN CONSIDERATION OF** the payments to be made from the Settlement Amount to the Provincial Health Insurer as good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which are hereby irrevocably acknowledged, the undersigned, ●, on behalf of the Provincial Health Insurer (hereinafter “**Releasor**”), release any and all manner of claims which a Provincial Health Insurer ever had, now has or hereafter can, shall or may have pursuant to provincial or territorial legislation that permits the recovery of healthcare costs or medical expenses from third parties, whether known or unknown, direct or indirect, subrogated or otherwise, relating in any way to the design, manufacture, sale, distribution, labelling, purchase and/or use of Invokana Product(s) in Class Members during the Class Period, including, without limitation and by way of example, all subrogated and/or direct claims in respect of Class Members that were or could have been brought for the cost of medical care and treatment provided to Class Members, as well as medical screening and monitoring, arising from the facts alleged in the Proceedings (as defined in the Settlement Agreement), against the Released Parties (as defined in the Settlement Agreement).

**AND THE STATUTORILY DESIGNATED OFFICIAL FOR THE PROVINCIAL HEALTH INSURER REPRESENTS AND CONFIRMS** that s/he has authority to bind the Releasor.

**AND THE RELEASOR ACKNOWLEDGES** and agrees that s/he has not been induced to execute this Release by reason of any representation or warranty of any nature or kind whatsoever and that there is no condition express or implied or collateral agreement affecting the said release.

**AND FOR THE SAID CONSIDERATION** the Releasor covenants and agrees not to make a claim or to commence or take proceedings against any of the Released Parties, including any person, firm, partnership, business or corporation who or which might claim contribution from, or to be indemnified by the Released Parties, in respect of those matters to which this release applies.

**AND IT IS UNDERSTOOD** that Released Parties, and each of them, do not admit any liability to the Releasor or others and that such liability is specifically and expressly denied.

**IN WITNESS WHEREOF** the Releasor ● has hereunto set his/her hand and seal this  
day of \_\_\_\_\_, 2021.

Witness

Printed Name of Statutorily Designated  
Official for the Provincial Health Insurer on  
behalf of [Province]

Signature of Statutorily Designated Official for  
the Provincial Health Insurer on behalf of  
[Province]